

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Du Courtage Matrimonial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 5 Juin 1912, à 3 heures

PAR

Joseph BEINEIX

Avocat à la Cour de Paris

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { MM. MASSIGLI
BARTIN } professeurs.

PARIS

IMPRIMERIE BERGER, CHAUSSE ET C^{ie}

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Du Courtage Matrimonial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

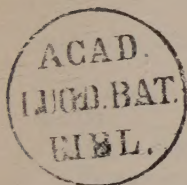
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 5 Juin 1912, à 3 heures

PAR

Joseph BEINEIX

Avocat à la Cour de Paris



Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { MM. MASSIGLI
BARTIN } professeurs.

PARIS

IMPRIMERIE BERGER, CHAUSSE ET C^{ie}

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

1912

A TOUS MES MORTS

pieusement

A MA MÈRE

A M. JAMES HENNESSY

Député de Cognac

INTRODUCTION

Les agences sont devenues un des organismes essentiels de la vie moderne : agences de renseignements, de placement, de publicité, de locations, de transports, etc., augmentent chaque jour en nombre et en importance. Montaigne, cet esprit si ingénieux et si profond, avait senti leur nécessité et prévu le développement auquel elles étaient appelées (1).

(1) *Essais de Michel Montaigne*, Paris 1793, t. II, chap. 34, p. 312 :

« D'un deffault de nos polices :

« Feu mon père, homme pour n'estre aidé que de l'expérience et du naturel, d'un jugement bien net, m'a dict aultrefois qu'il avoit désiré mettre en train, qu'il y eust ez villes certain lieu désigné, auquel ceulx qui auroient besoin de quelque chose, se peussent rendre, et faire enregistrer leur affaire à un officier estably pour cet effect : comme, je cherche à vendre des perles, je cherche des perles à vendre, tel veult compagnie pour aller à Paris, tel s'enquiert d'un serviteur de telle qualité, tel d'un maistre, tel demande un ouvrier : qui cecy, qui cela, chacun selon son besoin. Et semble que ce moyen de nous entr'advertir, apporteroit non legiere commodité au commerce public : car à tous coups, il y a des conditions qui s'entre-cherchent, et pour ne s'entr'entendre, laissent les hommes en extresme nécessité. »

Entre toutes ces agences, il en est qui passionnent vivement la curiosité et l'opinion publiques : ce sont les agences matrimoniales, créées pour mettre en rapport des hommes et des femmes désireux de s'unir et qui, sans elles, ne se seraient jamais rencontrés.

« Ils sont nombreux, en effet, aujourd'hui, ceux qui vont passer leur vie hors de la maison qui les a vus naître. Les relations de famille à famille sont moins étroites ; dans la famille même, les liens se sont considérablement relâchés. Il n'est pas rare qu'il y ait, dans les grandes villes, des gens complètement isolés et incapables, lorsque vient l'heure du mariage, de trouver le parti qui peut convenir à leur caractère et à leur situation (1). »

On peut d'ailleurs noter que cette utilité des agences matrimoniales, si elle est devenue plus grande à notre époque, a été reconnue de tout temps. Elle est constatée par Denisart (2), qui s'appuie sur les observations d'un commentateur du Digeste ; Cujas, cité par Gillet (3), dit que les mariages ne peuvent pas être facilement conclus sans intermédiaires (4), et Ulpien (5) avait déjà signalé qu'il

(1) Gazagnes, Etude sur les agences d'affaires, Paris 1898, n° 14.

(2) Collect. de décis. nouvelles, 7^e éd., t. IV, v° Proxénètes.

(3) Plaidoyers, éd. 1716, p. 121 et s.; cité dans le rapport du conseiller Laborie (Cass. 1^{er} mai 1855, S. 1855.1.337 s.).

(4) «... *Neque haec (nuptiæ) facile nisi per interpretes expediri possunt.* »

(5) L. 18, Dig., *De sponsalibus*, liv. XXIII, tit. I : « *In sponsalibus*

importe peu que les mariages se fassent par tel ou tel moyen, et qu'aussi bien, les conditions en sont presque toujours débattues par les tiers.

Spécialement à Paris, les agences matrimoniales ont pris, depuis le siècle dernier, une extension considérable, ainsi que nous le verrons plus loin.

Le développement des agences matrimoniales, et par là même du courtage matrimonial, semble devoir appeler une réglementation spéciale. Une proposition de loi réglementant les agences d'affaires a bien été déposée en France à la Chambre des Députés, le 28 octobre 1886 (1), mais n'est jamais venue en discussion (2).

constituendis parvi referi, per se et coram, an per internuncium vel per epistulam, an per alium hoc factum est, et peri plerumque conditiones interpositis personis [expediuntur].

(1) J. Off. Chambre. Doc. parlem. 1887, Annexe n° 1197, p. 1003 : Proposition de loi portant réglementation des agences d'affaires, présentée par MM. Bories, Vacher, Labrousse, Dellestable et Bruguilles.

Les honorables députés se sont inspirés d'une loi pour l'Alsace-Lorraine du 19 mars 1884 (Annuaire de législat. étrangère, 1884, p. 258), dont voici les dispositions principales :

1° L'exercice de la profession d'agent matrimonial peut être interdit à ceux qui ne paraissent pas aptes à la remplir ;

2° Ceux qui veulent établir une agence doivent en avertir le directeur du cercle ou de la police de leur domicile : le président du département prononce l'interdiction qui doit être motivée et contre laquelle l'intéressé peut se pourvoir devant le conseil impérial ;

3° Le ministre est autorisé à réglementer la tenue des livres des agences et la surveillance qui peut être exercée à leur égard.

Aujourd'hui encore, le courtage matrimonial est placé sous l'empire du droit commun. C'est en s'appuyant sur ce

4° Les contraventions sont punies d'amendes jusqu'à cent marks et d'un emprisonnement jusqu'à quatre semaines.

Mais leur système est plus rigoureux que celui d'Alsace-Lorraine. Ils proposent, en effet, une réglementation unique pour diverses catégories d'agences d'affaires. Cette réglementation comporte une demande d'autorisation, le dépôt d'un cautionnement élevé, la tenue de registres établis dans une forme déterminée et soumis à des inspections fréquentes, elle fixe un maximum au tarif des émoluments. « Toutes ces exigences — écrit M. Huet, dans sa consciencieuse étude sur *Le Courtage matrimonial* — si elles étaient imposées, aboutiraient à transformer en un certain nombre d'offices ministériels catalogués et numérotés un organisme qui, au contraire, a besoin d'élasticité et de souplesse pour s'adapter aux milieux et aux époques. » (Huet, p. 144 et s.).

(2) Cette proposition de loi, qui sommeille toujours dans les cartons de la Chambre, doit laisser assez indifférents les courtiers matrimoniaux, car elle ne vise pas expressément leur industrie. En effet, son titre I, art. 1^{er}, porte : « Dispositions applicables aux agences, cabinets, etc., ayant pour objet l'exploitation de :

« § 1^{er} Toutes les opérations habituellement désignées par l'expression générique de contentieux civil, c'est-à-dire...

L'intervention dans la préparation des contrats de mariage.

« § 13 Les renseignements confidentiels, commerciaux ou autres, sur Paris, la France et l'Etranger...

Peut-on dire que le courtage matrimonial tombe sous le coup du § 1^{er} ? Le courtier n'intervient pas ordinairement dans la préparation du contrat de mariage, mais seulement dans la conclusion du mariage. A ce titre, c'est plutôt le § 13 qui pourrait lui être appliqué.

Quoi qu'il en soit, nous pensons avec M. Huet que « pour sauvegarder l'utilité du courtage matrimonial il importe de débarras-

droit commun, et par application de l'art. 1131 C. civ., qu'une partie importante de la doctrine et un certain nombre d'arrêts, ont déclaré le courtage matrimonial fondé sur une cause illicite et ont refusé toute action pour les engagements qui en sont nés.

Une pareille thèse tend à rendre impossible, quelque tempérament qu'on y puisse apporter, l'existence du courtage matrimonial. Nous nous efforcerons de démontrer le bien-fondé de l'opinion contraire, en examinant de près la nature du contrat engendré par le courtage matrimonial et les arguments présentés en sens divers par la doctrine et par la jurisprudence.

Nous croyons devoir, auparavant, faire un historique du courtage matrimonial à Rome, dans l'ancien droit et de nos jours. Nous terminerons notre étude par un aperçu de la doctrine et de la jurisprudence étrangères.

ser les agences sérieuses de la concurrence qui leur est faite par les charlatans et les escrocs. Une réglementation administrative paraît donc nécessaire » ; sans rigueurs inutiles et inopérantes elle pourrait comporter, pour la création d'une agence nouvelle, une demande d'autorisation suivie d'une enquête de moralité, le dépôt d'un cautionnement pour donner efficacité aux recours possibles des clients lésés, enfin et surtout une surveillance constante de la police sur les agences en exercice.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION I. — Droit romain.

En droit romain, l'industrie des courtiers matrimoniaux était nettement considérée comme licite. *Proxenetica jure licito petuntur*, dit Ulpien (1). « Et, entre tous les courtiers, ajoute-t-il, les agents matrimoniaux sont le plus fondés à exiger une rétribution (2). » Une constitution de Justinien (3) devait, plus tard, en régler soigneusement le taux.

(1) Ulpien, Digeste : *De Proxenetis*, livre L, tit. XIV, loi I.

(2) Ulpien, Digeste livre L, tit. XIV, loi 3. *Facilius (quod Græci ermèneuticon, id est, interpretativum, seu interpretis honorarium, appellant) peti apud eos poterit, si quis forte conditionis vel amicitiae, vel adessuræ, vel ejus alterius hujusmodi proxeneta fuit.*

(3) Justinien, au Code, livre 5, loi 6 :

Constitutio vult, ne proxeneta seu conciliator nuptiarum quidquam capiat. Si tamen omnino sustineat aliquid accipere, si quidem nihil de ea re convenerit, nihil omnino consequatur ; sin pactum intercesserit, non ultra vicesimam partem dotis et ante nuptias donationis exigat, si dos ad ducentas usque libras auri pertingit : minus autem, si quidem volet, ut accipiat ; liberum ei facit. Sin vero cujuscumque [majoris] quantitatæ dos fuerit,

S'il n'avait rien été convenu à cet égard, le proxénète ne pouvait exiger aucune rétribution. Dans le cas contraire, et si la dot ne dépassait pas 200 livres d'or (1), il ne pouvait réclamer plus du vingtième de cette dot et de la *donatio propter nuptias*, sans que jamais sa rémunération pût être supérieure à dix livres d'or, quel que fût le chiffre de la dot. Le proxénète était tenu à la restitution s'il avait reçu plus que le permettait la loi : une action était accordée de ce chef à celui qui avait donné au proxénète une somme excessive, ainsi qu'à ses héritiers, et cette action pouvait être intentée aussi bien contre le proxénète que contre ses héritiers. Ceux qui avaient violé la loi étaient d'ailleurs passibles d'une amende de dix livres.

Denisart, dans son ouvrage déjà cité, signale d'ailleurs que la profession des courtiers (appelés chez les Grecs interprètes), constituait à Rome une espèce d'office : « les pères s'adressaient à eux pour sonder et pour pressentir l'esprit des jeunes gens à qui ils destinaient leurs filles. »

ultra decem libras auri proxenetam accipere non permittit, neque si perfecta est dos, vel ante nuptias donatio. Quod si praeter haec aliquis pactus sit, ne exigatur, sed et solutum reddatur, sive pecuniam acceperit, sive res, datae est ei concessio debiti, aut omnino acceperit aliquid mobile, vel immobile, vel se movens : intentatis actionibus non solum contra accipientem, sed etiam contra ejus heredes : nec solum ab eo, qui dedit, sed etiam ab eius heredibus, aena decem librarum auri definita adversus eos, qui praeter haec [aliquid] agere tentaverint.

(1) La livre d'or valait environ neuf francs de notre monnaie.

Ainsi donc, les Romains reconnaissaient la validité du courtage matrimonial et accordaient effet à la convention, si attaquée dans la suite, qui reconnaissait au proxénète un tant pour cent sur le montant de la dot.

SECTION II. — Ancien droit.

L'ancien droit s'est montré d'une extrême méfiance pour les courtiers en général.

Ainsi, la coutume d'Orléans dispose, dans son art. 429 (1), que « ceux qui sont proxénètes, couratiers, et qui s'entremettent, moyennant salaire, de faire vendre ou acheter blés, vins, chevaux ou autres marchandises, sont contraints rendre et restituer ladite marchandise, ou le prix qu'elle aura été vendue, et ce, par prison, sans qu'ils puissent jouir d'aucun répit, ni du bénéfice de cession. »

Les art. 31 et 32 du titre IX de la Coutume de Berry (2), l'art. 404 de la Coutume de Poitou (3) et bien d'autres dispositions coutumières portent la trace de cette méfiance, qui s'étendait tout particulièrement aux courtiers matrimoniaux (4).

(1) Coutumier général, t. III, p. 304.

(2) Coutumier général, t. III, p. 952.

(3) Coutumier général, t. IV, p. 814.

(4) Sur le courtage en général et sa réglementation dans l'ancien droit, V. encore Ord. de Philippe le Bel, de décembre ou janvier 1312 (Recueil des anc. lois françaises par Isambert, t. III, n. 456) ;

Delalande, dans son *Commentaire de la Coutume d'Orléans* (1), donne une notion détaillée de ce qu'il faut entendre par les proxénètes qui, dit-il, « sont le même genre d'hommes que les courtiers ». « Les proxénètes sont les personnes qui s'entremettent, sous salaire, de faire et moyennier des mariages, prêts d'argent, ventes et autres négociations entre deux contractants. Ce mot vient du grec *proxenetès*, que les gloses grecques-latines tournent en langue latine, conciliator, interpres, perarius. *Budæus*, in *commentario linguæ græcæ* : *proxeneta*, inquit, est conciliator seu interventor, quasique conglutinator hominum inter se stipulantium seu spondentium, aut quemvis contractum conventumque invenientium. Le prix qui leur est donné pour récompense du service par eux rendu s'appelle. *proxenecticon*, *philandopon*, *ermèneuticon*. »

Le commentateur continue en développant le texte de la Coutume d'Orléans cité plus haut, qui déclare les courtiers punissables de prison. Il invoque l'autorité de Loysel qui, dans son *Manuel des Règles du droit français*, énonce que les couratiers sont tenus de rendre la marchandise ou le prix par prise ou détention de leurs personnes. Et il ajoute que, même depuis l'abolition de la contrainte par

Statut du 9 juillet 1315 de Louis X Le Hutin (*op. cit.*, t. III, n. 496); Ord. du 30 janvier 1350, art. 229 (*op. cit.*, t. IV, n. 161) ; Réglem. de police de Charles VI, de février 1415 (*op. cit.*, t. VII, n. 539) ; Edit. de 1572 de Charles IX (*op. cit.*, t. XIV, n. 164).

(1 2^e éd., t. II, p. 283.

corps par le Code Louis, les courtiers qui ne rendent pas la marchandise ou l'argent demeurent passibles de prison, comme tous ceux qui se rendent coupables de stellionat, « mot qui signifie, si nous le prenons généralement, tout dol qui n'a pas un nom particulier. »

Ferrière (1) définit le proxénète « l'entremetteur d'un marché, d'un mariage ou de quelque autre affaire ».

« Nous observerons, dit plus loin le même auteur, qu'un proxénète, en fait de mariage, n'est pas en droit d'exiger le paiement de ce qui lui a été promis ; l'exécution et l'accomplissement d'une telle promesse dépend entièrement de l'honnêteté et de la libéralité de ceux auxquels il a rendu service, quelque avantageux que paraisse le mariage qu'il aurait fait réussir ; c'est pourquoi telles pactions sont illicites. Ainsi jugé par arrêt du 29 janvier 1591, rapporté par Mornac en son Recueil, qui est à la fin de ses ouvrages, part. 1, art. 55. »

L'ancien droit s'est donc écarté du droit romain : on peut en donner pour raisons, avec M. Wahl (2), d'abord la méfiance qu'inspiraient, au point de vue de l'honorabilité, les courtiers matrimoniaux — et cette raison a déjà été mise en valeur — ensuite ce fait que, avant la Révolution,

(1) Dict. de droit et de pratique, t. II, p. 499, v^o *Proxénète*.
trimestr. de dr. civ., 1904, p. 471 et suiv.

(2) *Le Courtage matrimonial* : Etude publiée dans la Revue

le mariage était indissoluble, alors qu'il ne l'était pas en droit romain.

Certains commentateurs, cependant, au vu de la grande utilité des courtiers matrimoniaux, souhaitaient qu'on leur accordât une rémunération pour leurs services. « Il ne faut pas, écrivait Gillet (1), refuser une gratification honnête à ceux qui se sont employés à faire réussir un mariage. Pourquoi ? Parce qu'il est d'une nécessité connue indispensable de se servir, pour cela, du ministère d'autrui, et ce qui se pratique aujourd'hui là-dessus s'est pratiqué de tout temps. C'est qu'il n'est point de vue, de prétention, rien dans la vie, sur quoi un refus soit plus sensible, et pour peu qu'on ait de la délicatesse sur le point d'honneur, l'on ne s'expose guère à s'entendre dire à soi-même qu'on n'est pas agréable... » « Qu'on ne dise pas, ajoutait Gillet — répondant ainsi à l'objection toujours faite à la licéité du courtage matrimonial — que ces sortes de conventions peuvent quelquefois donner lieu à des surprises et à des fraudes. Est-il de loi si sage dans son principe qui ne soit sujette à quelque inconvénient dans l'exécution ? L'eau la plus pure dans sa source ne peut-elle pas être corrompue dans son cours ? Il n'est rien de si salutaire, rien de si utile, dont on ne puisse faire un mauvais usage. Or, comme ce ne serait pas une raison d'abolir une bonne loi parce que

(1) Gillet, *loc. cit.*

la malice des hommes peut en abuser en quelque rencontre, ce ne doit pas être non plus un motif de bannir du commerce du monde une pratique qui a ses utilités en général, quoique, dans le particulier, elle puisse donner quelquefois occasion à quelque désordre. Et, comme il est de la prudence des juges, en maintenant l'exécution des lois, de punir ceux qui en abusent, il est aussi de leur sagesse de juger toujours par les principes de la justice, de l'équité, de l'utilité publique, et jamais par des raisons d'inconvénient. »

Le jurisconsulte Automne, qui se souvient de Montaigne, partagé la même opinion et met en relief la grande utilité des courtiers matrimoniaux (1). « Je trouve bon l'avis du sieur de Montaigne... Il faudrait qu'il y eût es villes certain lieu désigné auquel ceux qui auraient besoin de quelque chose se pussent rendre et faire enregistrer leur affaire à un officier établi pour cet état. Je cherche à acheter telle chose que je ne trouve es boutiques, je cherche compagnie pour aller à Rome ou à Paris, j'ai besoin d'un serviteur de telle qualité, tel maître ; tel demande un ouvrier, qui ceci, qui cela selon son besoin, comme j'ai appris qu'il y a en quelques villes d'Espagne des entremetteurs de mariage qui demandent aux pères qui ont des filles à marier quel genre ils désirent, ce qu'ils veulent donner en dot, de même

(1) Sous le titre *De Proxenicis* au Digeste, cité au rapport du conseiller Laborie (Cass. 1^{er} mai 1855, précité).

aux pères des enfants ou autres ; et plusieurs filles et jeunes gens ne sont mariez pour ne sçavoir parti sortable. Et semble que ce moyen de nous entr'advertir apporterait une grande commodité au service public ; car à tous coups il y a des conditions qui s'entrecherchent, et pour ne s'entendre, laissent les hommes en extrême nécessité... C'est en France un défaut pour la police, de n'avoir pas, comme en d'autres pays, des entremetteurs pour les mariages. »

Cependant l'ancien Droit demeura généralement hostile aux courtiers matrimoniaux et le Parlement de Paris, dans son arrêt du 29 janvier 1591, rapporté par Mornac (1), et

(1) « Le 29 janvier 1591, Davidis plaidait pour un certain proxénète, qui, pour avoir moyenné un mariage, voulait être payé de la somme de cent écus, laquelle celui qu'il disait être parvenu audit mariage par son entremise lui avait promise par cédule écrite et signée de sa main ; et se fondait sur la loy finale de Sponsalibus au Code, la loy de Proxeneticeis ff., la loy Solent. De præscriptis verbis, et Hermenopule, lequel dit en termes exprès De præscriptis verbis, et Hermenopule, lequel dit en terme exprès qu'en ce cas, et quand il appert de la convention expresse, comme il faut que le proxénète soit payé de ce qu'on lui a promis.

« M. Choart, au contraire, qui plaidait pour le mari disait que telles loix avaient été abrogées par la loy I, de Nuptiis cod. Théodosiano et la novelle de Valentinien.

« M. l'avocat général remontra que telles pactions étaient illícites ; et de fait, que, pour les grands abus qui se commettaient par tels proxénètes, les derniers empereurs n'avaient pas trouvé qu'il fallut y plus conniver, ni suivre les constitutions premières, lesquelles, pour cette cause, ils avaient abrogées en ladite loi I

dans un arrêt du 7 août 1690 (affaire Dlle Bénardan c. Chana où Gillet prononça en faveur de la courtière un plaidoyer célèbre dont le passage essentiel est rapporté plus haut, v. p. 12), décida que les pactes contractés pour faire réussir un mariage étaient nuls comme illicites (1).

SECTION III. — Epoque moderne

Pour terminer cet exposé historique, voyons comment le courtage matrimonial s'est pratiqué au cours du XIX^e siècle, et quelles sont ses formes actuelles.

de Nuptiis cod. Theodosiano. Partant qu'il ne pouvait adhérer aux conclusions du proxénète dont il s'agissait

« Le Prévost de Paris avait donné une sentence de provision, attendu ladite cédule reconnue, dont le mari avait appelé en la Cour et présenté la Requête pour évoquer le principal.

« Par arrest la cour mit l'appellation et ce dont était appel au néant, évoqua ledit principal, et, y faisant droit, mit les parties hors de cour et de procès. »

(1) Un sieur Chana, trésorier de France à Lyon, désireux de se marier avec la fille d'un gros marchand de Lyon, mais rencontrant des résistances qu'expliquaient son âge avancé et ses humbles origines, eut recours à la gouvernante de la jeune fille et lui signa le billet suivant :

« Je promets de payer à Mlle Bérardan la somme de mille livres pour les peines et les soins qu'elle s'est donnée pour faire réussir mon mariage.

Fait à Lyon, le 1^{er} janvier 1687.

« Signé : CHANA DU COIN. »

Chana, ayant refusé le paiement du billet, fut assigné devant le tribunal de Lyon par Mlle Berardan ; il y eut appel devant le Parlement de Paris où Gillet prononça son plaidoyer.

Nous ne saurions mieux faire pour cela que de nous reporter aux très intéressantes et très vivantes chroniques publiées par M. Georges Duval dans le journal *Le Jour*, (aujourd'hui disparu), entre le 28 juin et le 17 juillet 1896, sous le titre : *Les agences matrimoniales*, chroniques dont les documents ont été largement mis à contribution par ceux qui, depuis cette date, ont écrit sur le sujet.

Après la Révolution, dit M. Duval, quelques maisons interlopes se fondèrent sous prétexte d'établir des rapprochements entre les familles sans relations...

En 1816, un opuscule très rare intitulé *Paris en dessous* signale au Palais-Royal « des appartements où se font les entrevues pour hâter les mariages », mais ils sont fréquentés par des gens mal famés.

Les *Petits mémoires secrets* de 1819, signés D. V. nous apprennent qu'à la même époque une dame Guillemet tenait rue de l'Ecole-de-Médecine un « hôtel meublé où, une fois par semaine, se réunissaient des jeunes gens et jeunes filles à marier ».

C'est sans conteste M. de Foy qui ouvrit à Paris vers 1825, la première agence matrimoniale.

« M. de Foy, dit Georges Duval, était un apôtre du mariage. Il pensa un jour au nombre incalculable de jeunes gens et de jeunes filles condamnés, faute de relations, au célibat. Il jura de corriger les injustices de la fortune et ouvrit les salons où se sont réalisées plus de dix mille unions... On affirme qu'Alexandre Dumas père, dont il était l'ami, aurait assisté, un soir à une réception pour lui don-

ner plus d'attrait... L'habileté de M. de Foy, la réputation dont il jouissait, et surtout la franchise avec laquelle il procédait, lui conciliaient de nombreuses sympathies, et précisément parce que ses opérations se faisaient au grand jour, on les reconnut avouables. Quant aux bénéfices qu'il en retirait, ils étaient variables : en général M. de Foy prélevait 3 0/0 sur la dot. » Voici à titre de document la teneur du contrat qu'il faisait signer à ses clients, avant de commencer ses démarches (1).

(1) « Entre les soussignés Henri-Charles-Napoléon de Foy, agent d'affaires patenté de première classe, sous le numéro 51, demeurant à Paris, rue Bergère, n° 17, et M... (nom, qualité, domicile) a été arrêté ce qui suit :

« M... ayant manifesté à M. de Foy le désir qu'il aurait de se marier, les parties ont contracté et pris respectivement les engagements ci-après :

« Art. 1^{er}. — M. de Foy s'engage par lui, ou par les intermédiaires à qui il jugera convenable de recourir, à faire toutes les démarches et diligences nécessaires, pour faciliter le mariage de... avec... (nom, âge, qualité, domicile de la future).

« Art. 2. — M. de Foy sera le seul juge des moyens à employer pour la négociation dudit mariage, M... s'en rapportant aux lumières, à l'expérience et à la discrétion de M. de Foy.

Art. 3. — M. de Foy ne sera tenu en aucun cas d'indiquer les personnes qu'il aura choisies pour intermédiaires. La preuve de son entremise, de ses démarches lui sera acquise par le seul fait de la célébration du mariage projeté, et rien ne pourra modifier la commission ci-dessous mentionnée, le futur eût-il agi par lui-même.

« Art. 4. — M... de son côté, et en cas de succès dudit mariage, s'oblige sur son honneur, par le présent acte à payer à M. de Foy,

L'exemple de M. Foy ne devait pas tarder à être suivi. Les agences parisiennes commencèrent à se multiplier vers la fin de l'Empire ; au nombre de 11 en 1868, elles étaient plus de 100 en 1896 et cette même année une seule d'entre elles réalisait en huit mois 202 mariages. Est-il besoin de dire que beaucoup de ces maisons n'offraient pas les garanties de l'agence de M. de Foy ? Sur la fin de sa carrière, ce dernier, s'apercevant des dangers de l'industrie qu'il avait créée, disait en soupirant : « on fera remonter jusqu'à moi la responsabilité de leur mauvaise besogne et la vieille génération ne sera plus là pour me défendre. »

M. de Foy était le courtier artiste, aristocrate, il faisait, si l'on ose dire, le courtage en dentelles ; aujourd'hui les courtiers, très modernes et beaucoup plus commerçants que gens du monde, traitent le mariage comme une simple

5 % sur la dot de..., n'importe le régime, pour le remplir de ses frais et déboursés, pour reconnaître ses soins et comme expression de sa gratitude.

« Art. 5. — La somme ci-dessus fixée ne sera susceptible d'aucune réduction ni augmentation, les services de M. de Foy, en quoi qu'ils consistent, ayant été arbitrés à ce prix par le futur lui-même.

« Art. 6. — La somme de 5 % sur la dot de... sera exigible aussitôt la célébration du mariage.

« Art. 7. — Dans le cas où le mariage projeté ne s'accomplirait pas, le présent engagement serait considéré comme non avenu et il ne serait dû à M. de Foy aucune indemnité.

« Fait double et de bonne foi, Paris, le... »

affaire commerciale, il est tout naturel qu'ils se servent des procédés modernes de publicité.

Dans un discours prononcé à la séance du Sénat du 8 avril 1897 (1), l'honorable M. Bérenger, qu'on est toujours sûr de trouver devant soi quand on s'occupe de questions ayant trait de près ou de loin à la morale publique, signalait à ses collègues, assez distraits sans doute, la publicité mise à la mode par certains quotidiens sous la rubrique « Petite correspondance ». Et il citait des insertions dans le genre de celles-ci (2). Ces insertions, dont l'usage s'est énormément répandu depuis quelques années, revêtent souvent une forme discrète, qui ne prête à aucun soupçon (3). Les unes sont sérieuses, les autres ne le sont pas, telle émane de personnes qui se passent d'intermédiaire, telle d'agences matrimoniales, et il est bien difficile de les distinguer à coup sûr. Mais ce qui est certain c'est qu'un des moyens employés actuellement par l'agence matrimoniale pour le recrutement de ses clients est celui de l'insertion.

(1) J. Off. 9 avril 1897.

(2) « Jeune femme du monde, ne se suffisant pas, désire union sûre avec un monsieur aisé. »

« Jeune homme de vingt-cinq ans désire connaître pour union désintéressée une dame de quarante ans. »

(3) « Parents sans relations désirent marier jeune fille, trente-trois ans, bien, très bonne famille, musicienne, 20.000 francs, avec monsieur honorable, situation sérieuse, âge rapport. Ecrire... »

Ou bien encore :

« Famille catholique désire marier sa fille, vingt-quatre ans, très instruite, bonne musicienne, femme intérieur, 20.000 dot. »

Les clients amenés à l'agence par les annonces des journaux ou de la feuille spéciale publiée par la maison, sont invités à remplir une formule dont on trouvera ci-dessous le type le plus usité, suivi de la circulaire qui l'accompagne, ces deux documents étant empruntés à M. Duval (1). (*Le Jour*, numéro du 7 juillet 1896.)

(1) Nom et prénoms, adresse, titres, décorations. Age exact, lieu de naissance, santé, taille, extérieur, teint, caractère ; goûts, degré d'instruction, talents d'agrément.

Religion, politique.

Votre emploi, industrie : son rapport net.

Chiffre de votre fortune, détaillez : espèces, valeurs, créances ; immeubles, leur nature, leur rapport annuel, où sont-ils situés ? Chiffre total de vos revenus, chiffre de vos dettes.

Vos père et mère ; vivants : leur âge ; morts : depuis quand ? Leur profession. Connaissent-ils votre démarche ? Leur fortune : de quoi se compose-t-elle

Origine de la famille : illustrations, grandes alliances, relations.

Vos frères et sœurs : leur âge respectif, leur position actuelle.

Indiquez vos meilleures références.

Indications spéciales pour veufs ou veuves. Combien d'enfants ? Leur âge, leur situation à votre égard. Nom de l'époux décédé, quelle était sa profession ?

Vos préférences au sujet de l'épouse à choisir : sa naissance, son extérieur, sa taille, son teint, son âge, ses goûts, son instruction, son éducation. Quelle dot exigez-vous : en quoi, en argent, en rentes, en immeubles ? Quelles espérances ? Quel endroit voulez-vous habiter ?

« Nous vous prions instamment de remplir cette feuille : avec beaucoup d'attention et de sincérité. Elle est notre guide indispensable pour répondre clairement aux questions multiples qui

Sur les indications fournies par les intéressés, l'agence se livre à ses investigations et, avec des procédés qui varient selon les officines, elle met en rapport les clients, après leur avoir fait verser un droit d'inscription (qui reste acquis à la maison en tout état de cause) et leur avoir fait signer l'engagement de verser un tant pour cent sur l'apport en mariage de l'autre époux.

nous seront posées au cours des négociations qui vont être engagées à votre sujet, et aussi pour bien choisir la personne vous convenant le mieux. Des notes claires, bien exactes surtout, sont le plus sur garant d'un bon et prompt résultat. Il est inutile d'ajouter que la plus parfaite honorabilité est rigoureusement exigée de part et d'autre ; ceux qui seraient disposés à faire de misérables concessions morales feront bien de s'adresser ailleurs.

Grâce à nos grandes relations et surtout à notre organisation spéciale, nos mariages se font comme dans le monde, seulement la discrétion est beaucoup mieux observée. L'expérience a parfaitement démontré que, ni avant, ni après, personne ne connaît jamais la source de nos mariages. A cet égard chacun peut être bien tranquille...

Nous avons pour principe de dire franchement à chacun ce que nous pensons de ses prétentions et dans quelle mesure nous croyons pouvoir le satisfaire. Nous ne promettons pas des millions à ceux qui n'ont rien, ni des héritières à de simples employés ; le temps des miracles est passé : les rois n'épousent plus les bergères. Nous laissons ces boniments aux officines borgnes qui spéculent grossièrement sur la crédulité, et font un peu de tout, sauf des mariages.

Vérité, honorabilité, discrétion, voilà la devise de notre maison, et sans doute aussi l'explication de la confiance que lui ont accordée si vite les meilleures familles, et le public intelligent qui sait comparer et juger en dehors des préventions ridicules. »

Cet engagement peut revêtir diverses formes, ainsi que nous le verrons en analysant et commentant la jurisprudence française.

Etudions auparavant l'opinion des auteurs modernes sur le courtage matrimonial.

CHAPITRE II

LE COURTAGE MATRIMONIAL ET LA DOCTRINE CONTEMPORAINE

Nous examinerons tout d'abord les arguments présentés par les auteurs, soit contre, soit pour la licéité du courtage matrimonial, et, nous plaçant dans l'hypothèse de la licéité, nous déterminerons la nature du contrat.

SECTION I. — Auteurs défavorables au courtage matrimonial.

Certaines auteurs, suivant en cela la voie tracée par le fameux arrêt de cassation du 1^{er} mai 1855, dont il sera fait un examen détaillé, déclarent contraire à l'ordre public l'office de l'entremetteur professionnel qui promet, à forfait, de faire réussir un mariage (1).

(1) Demolombe, *Tr. des contr. et oblig.*, t. I^{er}, n. 335 — Larombière, *Théor. et prat. des oblig.*, nouv. édit., t. I^{er}, p. 326, sur l'art. 1133, n. 11 — Ruben de Couder, *Dict. de dr. comm.*, 3^e éd., t. I^{er}, v^o Agent d'affaires — Laurent, *Droit civil*, t. XVI, n. 150 — Bufnoir, *Propriété et contrats*, p. 541 et s.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que ces auteurs ne refusent l'action qu'à l'entremetteur proprement dit, c'est-à-dire, selon les expressions de Demolombe (1), « à celui qui promet à forfait de faire réussir un mariage, sous cette condition qu'il n'aura droit qu'à un salaire minime — ou même qu'il n'aura droit à aucun salaire, si le mariage manque — et qu'il aura droit à une prime si le mariage réussit. » Ils regardent comme licite le mandat de faire des démarches en vue d'un mariage projeté, et accordent que le mandataire peut être rémunéré de ses soins et démarches. « Il n'y a pas de motif, dit Demolombe, pour que ce mandataire ne reçoive pas très légitimement, non seulement le remboursement de ses dépenses, mais encore une indemnité à raison du temps et des soins qu'il aura donnés à l'exécution de son mandat... Un tel contrat est valable s'il s'agit d'un vrai mandataire, qui se borne à interposer loyalement ses bons offices dans une négociation matrimoniale, et dont les droits et les obligations doivent demeurer les mêmes, soit que cette négociation réussisse, soit qu'elle échoue... » — « Que l'on veuille bien remarquer, dit de son côté Larombière (2), commentant l'arrêt du 1^{er} mai 1855, que la Cour de cassation n'entend point repousser comme fondée sur une cause illicite et contraire aux bonnes mœurs, l'action qui serait intentée pour obtenir la juste rémunéra-

(1) Demolombe, *loc. cit.*

(2) Larombière, *loc. cit.*

tion de ses soins et travaux, par un mandataire qui aurait été employé dans le but de conduire à bonne fin la négociation d'un mariage, par ses renseignements, ses voyages, ses démarches, son entremise et ses bons offices de toute nature, alors que la stipulation qu'il a faite d'un légitime salaire n'est pas subordonnée au succès de son mandat, à l'accomplissement d'un projet de mariage déterminé. » Enfin Bufnoir (1) convient que « le fait d'accepter un mandat en vue de la négociation de mariages et des démarches qui y correspondent n'a rien en soi d'illicite. »

Mais si le mandataire est favorablement considéré, quelle réprobation doit s'attacher, d'après ces auteurs, à l'entremetteur tel que le définit Demolombe, au proxénète, au courtier matrimonial ! A première vue, d'après Demolombe, on n'aperçoit pas comment le contrat par lequel un salaire a été promis à l'entremetteur qui ferait réussir un mariage, a un objet illicite, contraire à l'ordre public. Quoi de plus honnête que le but envisagé, puisque c'est le mariage lui-même. Mais le fait contraire à l'ordre public va apparaître : « Se figure-t-on, poursuit le même auteur, ce mandataire réclamant du mari, son mandant, après le mariage célébré, la remise proportionnelle de cinq ou six pour cent, que celui-ci lui aurait promise sur la dot de sa femme au cas de succès ! Pourrait-on imaginer rien de plus scandaleux

(1) Bufnoir, *loc. cit.*

que ce pacte *de quota... dotis* ! Et qui ne voit que, pour obtenir cette remise ou toute autre somme fixée d'avance à forfait, le proxénète traitera cette négociation si délicate, où le bonheur des futurs époux et de leur famille, et où l'intérêt social lui-même sont si sérieusement engagés, qu'il la traitera, disons-nous, comme un vrai *marché*, sans aucune autre préoccupation que celle de l'intérêt d'argent qu'elle a pour lui ! »

« La Cour de cassation, dit de son côté Larombière (1), annule, comme contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public, la convention par laquelle le proxénète ou entre-metteur s'engage moyennant un salaire réglé à forfait et sous condition de la réussite, à faire toutes les démarches nécessaires pour amener la conclusion du mariage projeté. De tels pactes, qui ravalent le mariage aux viles proportions d'une spéculation et d'un trafic, qui tendent à en violer la liberté, à en altérer la dignité et le caractère moral, blessent tous nos sentiments délicats et répugnent profondément à nos mœurs... »

Laurent (2) est aussi sévère pour les courtiers matrimoniaux. Il dit, sur un ton de pasteur des âmes : « Le mot populaire que les mariages se font au ciel a une profonde vérité ; l'union des âmes est un mystère dont Dieu est l'auteur. Quand les hommes veulent prendre la place de Dieu,

(1) Larombière, *loc. cit.*

(2) Laurent, *loc. cit.*

la chute est inévitable. Que dire donc de ces intermédiaires auxquels on donne un nom grec, sans doute pour cacher ce que leur métier a de honteux ? Les *proxénètes* font les mariages à condition d'un salaire, lequel varie d'après la fortune de la femme qu'il s'agit d'épouser, et il est d'ordinaire stipulé que la somme promise ne sera remise qu'au cas de réussite. Une pareille convention est-elle valable ? On l'a soutenu devant la Cour de cassation ; nous regrettons de devoir ajouter qu'à l'appui du pourvoi, on a produit une consultation portant les noms les plus honorables du barreau de Paris. Notre moralité doit être descendue bien bas pour que la conscience d'hommes éminents ait pu se prêter à soutenir pareille thèse. »

M. Ruben de Couder (1) professe également que la stipulation du tant pour cent sur la dot au profit de celui qui se charge de faire réussir le mariage « est évidemment immorale et, comme telle, ne peut donner naissance à aucune action en justice. »

Bufnoir (2) arrive aux mêmes conclusions. « On s'est demandé, dit-il, si les contrats qui interviennent entre une agence matrimoniale et une personne qui s'adresse à elle pour rémunérer les démarches qui ont été faites, sont des contrats réguliers. C'est une question qui peut se poser sous deux formes : 1° On peut se demander si l'objet que

(1) Ruben de Couder, *loc. cit.*

(2) Bufnoir, *loc. cit.*

promet l'agence n'est pas illicite ; 2° on peut se demander si la cause de la promesse de l'autre partie n'est pas illicite. L'affirmative n'est pas douteuse... Ce que l'on a en vue, en parlant d'agents matrimoniaux, ce sont des entremetteurs de profession qui se contentent d'une prime fort légère si le mariage échoue, mais qui stipulent une forte somme si le mariage vient à réussir, quelquefois même un tant pour cent sur la dot. On comprend en pareil cas qu'ils aient intérêt à faire réussir le mariage coûte que coûte, sans entrer dans les considérations morales qu'exige un acte de cette gravité. Le mariage est incompatible avec ces sortes de marchés dont le résultat est de vicier l'essence même du mariage. C'est un contrat illicite au premier chef. »

Un auteur, qui écrivait quelques années après l'arrêt de 1855, mérite une place à part dans ce groupe des adversaires du courtage matrimonial. M. Frédéric Canel, qui a publié un petit ouvrage sur les « Courtiers de mariage devant la loi », semble avoir été le seul qui se soit, à cette époque, occupé spécialement de cette matière. Quelle autorité a pu avoir l'opinion de ce conducteur principal des Ponts et Chaussées en retraite, qui pouvait, à la vérité, se doubler d'un jurisconsulte ? Nous l'ignorons. En tout cas, ses attaques contre les courtiers matrimoniaux sont extrêmement violentes, et parfois ridicules. Quelques passages de son livre suffiront pour en juger.

Voici d'abord le portrait du courtier de mariages, tel que se le représente M. Canel (1) :

« Le courtier de mariages se déclare l'adversaire de tout le monde ; il est sans égard pour les personnes prévoyantes ; il ne loue que les prodigues qui sèment l'or abondamment ; il lui faut de grosses dots pour ses déclassés ; des familles riches et désintéressées pour toutes les familles des naufragés de la fortune. »

...« Le courtier assimile à des misérables les parents et les amis, négociateurs de mauvais mariages. A l'entendre, il n'y a que lui qui est en état de pouvoir négocier des mariages bien assortis. »

...« L'entremetteur de mariages, pour justifier son droit à une rétribution, affirme que toute peine mérite salaire... que l'amitié sera un jour cotée à la Bourse... et qu'une poignée de mains, dans le commerce, coûte vingt-cinq francs. »

Le tableau n'est pas flatteur. Mais le courtier, tel qu'il est dépeint, semble bien n'avoir jamais existé que dans l'imagination de M. Canel.

D'après le même auteur (2), « un agent de mariages doit être un jurisconsulte consommé ; il doit pouvoir se présenter partout, soutenir les intérêts qui lui sont confiés ; discu-

(1) Les courtiers de mariage devant la loi, p. 1.

(2) *Op. cit.*, p. 9.

ter les conditions d'un contrat de mariage ; faire l'office d'avocat, d'avoué et de notaire. Un agent de mariages remplissant ces conditions est bien rare, et, pour mieux dire, il n'existe pas. »

Sans doute, les conditions exigées par M. Canel sont rigoureuses, mais pourquoi affirmer si fort qu'elles ne peuvent pas être réalisées ?

C'est qu'en fait, toujours d'après M. Canel (1), « les intermédiaires, les agents matrimoniaux ou courtiers de mariages sont fatalement des déclassés, des gens sans aveu, sur lesquels la police doit avoir, constamment les yeux ouverts. »

On sait ce que parler veut dire. Mais cette assertion est bien souvent contredite par la réalité. Il y a des courtiers matrimoniaux vraiment honnêtes. M. Georges Duval, dans ses articles du *Journal* déjà cités, signale parmi les plus posés, M. de Foy, dont l'agence florissait à Paris vers 1825.

Poursuivant sa diatribe contre les courtiers, M. Canel avance (2) qu'aux yeux de la loi l'entremise dans les questions matrimoniales ne constitue pas une profession. Or, il est constant que la loi ne s'est jamais occupée des courtiers matrimoniaux.

« Au moment de la rédaction du Code, écrit M. Geor-

(1) *Loc. cit.*

(2) *Op. cit.*, p. 11.

ges Duval dans *Le Jour* du 28 juin 1896, le législateur dut s'en occuper ; par ordre supérieur, on passa outre... »

Contre la doctrine qui condamnait les courtiers matrimoniaux — et qui, si elle avait été absolument d'accord avec elle-même, aurait dû leur refuser toute espèce d'indemnité — une réaction s'est produite, dans le même temps que la jurisprudence manifestait certaines hésitations dont nous parlerons plus loin.

Nous avons donc à examiner maintenant les théories des auteurs qui admettent la validité du courtage matrimonial, et à déterminer avec eux la nature de ce contrat.

SECTION II. — Auteurs favorables au courtage matrimonial.

Se fondant, en droit, sur ce que la théorie de la cause — fortement ébranlée d'ailleurs de nos jours — ne saurait être bien efficace à l'encontre des courtiers matrimoniaux ; en fait, sur ce que le mariage n'est plus aujourd'hui insoluble, la généralité des auteurs les plus récents admet la validité du courtage matrimonial. L'annulation du contrat ne doit être prononcée d'après eux que si le consentement des parties a été vicié, dans les termes du droit commun.

Mais déjà, à l'occasion de la fameuse affaire qui provoqua l'arrêt de Cassation du 1^{er} mai 1855, des jurisconsultes très autorisés (1), MM^{es} Delangle, Paillet, de Vati-

(1) V. D. 1853.2.211.

mesnil et Berryer, avaient énergiquement défendu les courtiers matrimoniaux. « On suppose, écrivait Delangle, que la dignité du mariage répugne à de telles combinaisons (au contrat de courtage). Oui, si elles devaient avoir pour conséquence d'obliger celui qui veut se marier à épouser une femme qui ne lui conviendrait pas, ou à subir des conditions qu'il n'aurait pas réglées. Ce ne serait pas seulement une offense à la dignité du mariage, ce serait une atteinte à la liberté. Mais tel n'est pas, tel ne peut pas être le résultat de la convention. A l'homme qui cherche à s'établir, l'intermédiaire donne son secours ; par des moyens qui lui sont propres, il l'introduit dans une famille que recommandent sa position, sa fortune, son entourage ; si des obstacles s'élèvent, il les aplanit, et, ce qu'on ne peut trop répéter, c'est le prétendant qui apprécie personnellement et décide... Sans doute, la négociation peut être entachée de fraude ; il peut se faire que, pour obtenir une rémunération excessive, l'intermédiaire dissimule l'état des choses, qu'à la réalité il substitue des chimères, et s'arrange de façon à lui donner l'apparence de la vérité. Mais le dol peut vicier les contrats les plus autorisés, et de ce qu'une vente, un bail, un échange, seraient le résultat de manœuvres frauduleuses, est-ce une raison pour proscrire les stipulations de ce genre ? Ne suffit-il pas de constater la fraude et de la punir ? d'annuler les actes dont elle est la base ? d'enlever à la cupidité le lucre qu'elle espérait ? »

—« Le mariage civil », dit de son côté Berryer, « doit être envisagé comme tout autre contrat, et l'entremise d'un

mandataire salarié peut être autorisée et consacrée par la loi sans blesser aucunement les bonnes mœurs, sans porter aucune atteinte à la liberté des contractants et aux conditions essentielles du mariage. » Il ajoute : « Il paraît donc incontestable que la négociation d'un mariage peut être licitement et valablement la matière d'un mandat salarié et d'une convention, dont l'autorité entre les parties ne saurait être ébranlée que par des faits de dol, des manœuvres frauduleuses régulièrement articulées et justifiées devant la justice. »

Paillet, également consulté, a pleinement adhéré aux avis de ses confrères Delangle et Berryer.

Enfin, M. de Vatimesnil a déclaré : « Il faut distinguer les faits qui peuvent être en contradiction avec certaines bienséances ou certains usages, d'avec ceux qui blessent l'ordre public et les bonnes mœurs. Ces derniers seuls tombent sous la juridiction des tribunaux ; les autres ne sont justiciables que de l'opinion publique. » Et plus loin : « L'intermédiaire n'a aucun moyen pour déterminer le consentement des familles et des futurs époux ; son intérêt personnel ne les touche nullement ; ce sont les parties, et non lui, qui apprécient les convenances réciproques. Il ne promet pas de faire conclure tel mariage, ce qui serait absurde, mais de donner ses soins et d'employer son temps pour la négociation de ce mariage... Une entreprise honnête, quoique soldée, n'a rien d'immoral et de contraire à l'ordre public, et dans tout mariage, on ne se met ordinairement d'accord qu'après avoir été renseigné par un inter-

médiaire sur la fortune de la personne que l'on épouse. L'intermédiaire alors n'a d'autre but que d'éviter aux parties ce qu'il peut y avoir de fâcheux dans des débats relatifs à des intérêts pécuniaires, et son intervention, loin d'y porter atteinte, conserve plutôt la pureté du mariage. »

MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (1) se sont faits en termes excellents les interprètes des tendances nouvelles de la doctrine. « Les courtiers matrimoniaux, disent-ils, sont des entremetteurs de mariages, mais des entremetteurs salariés. Ils préparent les mariages en fournissant aux futurs les moyens de se rencontrer, en négociant au besoin, et, au moins pour le cas de succès, ils stipulent une rémunération qui est ordinairement fixée à tant pour cent du montant de la dot... »

Ces courtiers, ajoutent les mêmes auteurs, « il est bien difficile de les condamner sur le terrain de la *cause*. Analysons la convention. Quel est le but immédiat que se propose d'atteindre celui qui souscrit une obligation au profit d'un entremetteur de mariage ? C'est d'arriver à contracter mariage par les soins de celui-ci, qui s'engage à préparer les voies et moyens en vue de l'obtention de ce résultat. Ainsi, l'obligation que l'on contracte envers l'entremetteur a pour cause l'obligation qu'il contracte de son côté, moyennant salaire, de ménager à son client les entrevues, les pourparlers dont ce dernier a besoin. Que voit-on là d'illi-

(1) *Traité des obligations*, 3^e éd., t. I, n. 311.

cite, non seulement dans la cause de l'obligation, mais même dans son motif ? Les mariages ne se concluent guère que par le moyen d'intermédiaires ; seulement, la plupart du temps, les intermédiaires agissent gratuitement. Nul ne songe alors à critiquer leur rôle, ni la conduite des futurs époux qui les mettent en mouvement. Le rôle de l'intermédiaire deviendrait-il donc illicite par cela seul qu'il est salarié ? »

« Est-il impossible, se demandent nos auteurs à leur tour, que l'entremetteur salarié agisse loyalement ? S'il s'est borné à donner aux futurs époux des indications, exactes d'ailleurs, à faciliter des entrevues, à faire naître des occasions de se rencontrer, pourquoi lui opposerait-on une fin de non-recevoir quand il vient réclamer l'exécution de l'obligation librement souscrite à son profit ? En pareil cas, l'immoralité est-elle bien de son côté ? »

Donc l'obligation du courtier ne devra être annulée que dans le cas de dol ou de fraude, et non pas être déclarée nulle en principe comme ayant une cause illicite : « la cause de l'obligation », concluent sur ce point, MM. Baudry et Barde, « c'est, puisque la convention est synallagmatique, la promesse que l'entremetteur a faite, de mettre l'autre partie en situation de contracter mariage si bon lui semble. Une pareille cause n'est certainement pas immorale. »

Voilà le point de droit nettement dégagé. En fait, il est certain que les choses ont bien changé depuis 1855. L'état de nos mœurs favorise le développement du courtage matrimonial et notre législation a supprimé l'indissolubilité

du mariage (1). On peut donc bien conclure avec M. l'avocat général Feuilloley (2) : « Autre temps, autres mœurs. Autres mœurs, autre législation. Autre législation, autre jurisprudence. »

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl font dans leur *Traité du Louage* (3) des observations analogues. Et M. Wahl, dans l'étude signalée plus haut, a critiqué avec une vigoureuse logique la thèse d'illicéité du contrat.

(1) M. Wahl, dans son étude déjà citée sur le courtage matrimonial, étude si intéressante et si documentée, a présenté ce second argument en termes excellents, qu'il est bon de reproduire ici :

« Il semble bien que, dans le système qui regarde comme illicite le contrat de courtage matrimonial, l'irrévocabilité du mariage a joué un rôle beaucoup plus grand que ne le ferait croire la lecture de la plupart des décisions judiciaires. Il peut paraître fâcheux qu'un lien impossible à dénouer vienne se former sous l'influence d'un tiers dirigé par l'amour du lucre et on conçoit que, les époux étant impuissants à trancher ce lien, même formé sous cette influence, la jurisprudence ait songé à le rendre impossible ou peu fréquent, en enlevant par le refus de toute action judiciaire aux courtiers tout intérêt à intervenir. Cette considération, sans doute, n'a aucune valeur en droit... Néanmoins la crainte des abus s'explique en face d'un système législatif qui n'admet pas le divorce. Elle doit disparaître aujourd'hui que le divorce, dans de nombreuses circonstances, est autorisé : les époux malheureux pouvant désormais mettre fin à leur union, l'immixtion d'un tiers rétribué a moins d'inconvénients que par le passé. »

(2) *Gaz. Pal.* 14 nov. 1902.

(3) 3^e éd., t. II, n. 3149.

MM. Lyon-Caen et Renault (1), enfin, déclarent qu'il est « fort douteux » qu'on doive reconnaître au courtage matrimonial un caractère illicite.

SECTION III. — Nature du contrat de courtage matrimonial.

Etant admise en principe la licéité du courtage matrimonial, il s'agit maintenant de situer juridiquement ce contrat, d'en déterminer la nature et les effets.

Le courtier matrimonial étant un agent d'affaires, nous pensons que le contrat qui le lie est, non pas un mandat, mais un louage d'ouvrage. La jurisprudence incline à y voir au contraire un mandat ; par contre, un certain nombre d'auteurs partagent notre opinion (2).

La raison de décider est que le mandat est gratuit de sa nature (art. 1986 C .civ.), alors que le courtier matrimonial, tel que nous l'entendons, a toujours une rémunération en vue.

Ce sont donc les règles du louage d'ouvrage qu'il y aura

(1) Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, 4^e éd., t. I^{er}, n. 146, p. 163.

(2) V. not. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Louage*, 3^e éd., t. II, n. 4156 — Gazagnes, *Etude sur les agences d'affaires*, n. 118 — Huef, *Le Courtage matrimonial*, Paris 1910, p. 38. — Georgeon, *Du Courtage matrimonial*, Poitiers 1911, p. 82. — Comp. dans le même sens, Cass. Roumanie, 19 janvier 1899 (S. 1901.4.37).

lieu d'appliquer à notre matière. Sera notamment applicable l'art. 1794 C. civ., ainsi conçu :

« Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans l'entreprise. » (1)

Autre conséquence intéressante du même principe : le courtier matrimonial, non payé, ne pourra pas exercer un droit de rétention sur les pièces et documents qui lui auraient été confiés, ce qu'aurait pu faire le mandataire (2). Cela s'applique d'ailleurs à tous les agents d'affaires (3).

Pour le reste, nous nous bornerons à renvoyer aux articles du Code civil qui régissent la matière du « louage d'ouvrage et d'industrie ».

Le contrat qui lie le courtier matrimonial et son client est donc un louage d'ouvrage. Considéré en lui-même, le courtier matrimonial est un commerçant, et ses actes sont réputés actes de commerce.

Cette dernière solution se fonde sur l'art. 632 du Code de commerce aux termes duquel « la loi répute actes de commerce : ... — « Toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires... »

(1) Gazagnes, *loc. cit.*

(2) V. en ce sens, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n. 4157.

(3) V. Rouen, 15 juin 1860, (S. 61.2.542).

— « Se mettre à la tête d'une agence ou d'un bureau d'affaires, dit très nettement en ce sens Bravard-Veyrières, dans son *Traité de Droit commercial* (1), « c'est faire acte de commerce... Et l'entreprise d'une agence ou d'un bureau d'affaires est commerciale, non pas en raison de la nature des affaires que devra suivre l'entrepreneur, mais en raison de la spéculation qu'il veut faire sur le salaire qu'il obtiendra pour ses soins et pour ses démarches ». Et le même auteur continue par une citation de Nouguiér (2) où celui-ci énumère les rôles très divers que peut jouer un agent d'affaires, et parle notamment du rôle qui consiste à « pénétrer dans l'intérieur des familles et à mettre en rapport des personnes inconnues l'une à l'autre, qui désirent contracter un mariage. »

— « On a sagement fait », dit d'ailleurs Vincens (3), « en assimilant à des commerçants les entrepreneurs d'agences et bureaux d'affaires ». Et MM. Lyon-Caen et Renault (4), expriment cette idée que « le caractère illicite d'un acte ne suffit pas pour lui faire refuser le caractère commercial. » Ces auteurs en tirent la conséquence que celui qui s'entremet moyennant salaire entre deux personnes, pour les amener à conclure un mariage, doit être considéré comme faisant acte de commerce, alors même qu'on recon-

(1) 2^e éd., t. VI, p. 375.

(2) Trib. de comm., t. I, p. 427 et s.

(3) *Exposition de législ. com.*, t. I, p. 134.

(4) *Tr. de dr. comm.*, 4^e éd., t. 1^{er}, n. 146, p. 163.

naîtrait un caractère illicite au courtage matrimonial », ce qui, d'après eux « est fort douteux ».

Pour déterminer les conséquences de ce principe que le courtier matrimonial est commerçant, il suffit de parcourir le Code de commerce. Enumérons rapidement quelques-unes de ces conséquences :

Il faudra appliquer aux courtiers, mineurs émancipés ou femmes, qui voudraient pratiquer le courtage matrimonial, les prescriptions des art. 2 et s. C. com.

Les art. 8 et s. C. com., qui concernent la tenue des livres de commerce seront aussi applicables aux courtiers matrimoniaux.

Le contrat de mariage des courtiers matrimoniaux devra être publié en conformité des art. 67 et s. C. com.

Les courtiers matrimoniaux pourront être mis en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Ils sont assujettis, s'ils tiennent agence ouverte, au paiement de la patente.

Ils ne peuvent pas échapper à la présomption édictée par l'art. 638 C. Com., en vertu de laquelle « les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce ».

Enfin, conséquence capitale, les différends nés à l'occasion du contrat de courtage matrimonial sont de la compétence des tribunaux de commerce (1).

(1) V. not. comme application Trib. comm. Seine, 6 nov. 1883, sous Paris. 11 janvier 1884 (S. 1884.2.132).

CHAPITRE III

LE COURTAGE MATRIMONIAL ET LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

Après les indications précédemment fournies, nous sommes plus à l'aise pour analyser les décisions rendues en matière de courtage matrimonial.

Deux arrêts de la Cour de Cassation sont à signaler aussitôt, d'abord en raison de la juridiction dont ils émanent, ensuite parce qu'ils servent à constater une évolution analogue à celle que nous avons notée dans la doctrine : c'est, d'une part, l'arrêt du 1^{er} mai 1855, nettement défavorable au courtage matrimonial ; d'autre part, l'arrêt du 20 avril 1904, qui, passant sous silence la question de droit, a pu être considéré comme tendant à reconnaître la licéité de ce courtage. Nous reviendrons longuement sur ces deux décisions.

Il est incontestable que l'arrêt de 1855 a consacré l'opinion commune, défavorable aux courtiers matrimoniaux, et a contribué à accentuer cette défaveur. Mais, dès avant 1855 et depuis, d'assez nombreuses décisions des juridictions inférieures avaient admis la licéité du courtage matrimonial.

Nous constaterons que les courtiers matrimoniaux ont presque toujours vu leurs obligations déclarées nulles, par le motif qu'elles étaient fondées sur une cause illicite, et étaient contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Ces obligations, quand elles ont été reconnues valables, l'ont été pour des motifs à peu près exactement inverses.

L'étude des espèces, que nous allons entreprendre, semble donc ne devoir offrir un véritable intérêt que si l'on s'attache à rechercher la nature de l'obligation que, dans les diverses hypothèses, le courtier matrimonial s'est fait souscrire. C'est ainsi que nous procéderons, les considérations générales que nous avons faites étant, par ailleurs, suffisantes pour bien marquer les tendances générales de la jurisprudence et son évolution.

SECTION I. — Engagements, forfaitaires ou non, pris au profit du courtier matrimonial.

D'assez nombreux arrêts, et notamment les importants arrêts de 1855 et de 1904, peuvent être classés dans cette catégorie.

Voici, d'après les recueils de jurisprudence, l'exposé des faits qui provoquèrent un jugement du Tribunal de Niort, confirmé le 9 mars 1853 par la Cour de Poitiers (1). Le pourvoi formé contre l'arrêt de Poitiers fut rejeté, après

(1) D. 1853.2.211 -- S. 1853.2.653.

délibération en Chambre du Conseil, par la Cour de Cassation, le 1^{er} mai 1855 (1). La Cour était présidée par le fameux jurisconsulte Troplong.

Le sieur Fleury, ancien notaire dans l'arrondissement de Niort, désirait obtenir la main d'une dame veuve Marchand, riche propriétaire du même arrondissement. Le sieur Foubert, avec lequel il était lié, offrit ou consentit de s'entremettre dans ce but, et par suite d'arrangements entre eux, le sieur Fleury lui souscrivit, à la date du 9 décembre 1847, un billet ainsi conçu : « Je promets de payer à Foubert, marchand de vins à Niort, la somme de six mille francs, si je me marie avec Mme veuve Marchand d'Auzuré, pour les démarches qu'il fait ; *bièn entendu que, si ce mariage ne réussissait pas, alors cette obligation serait nulle, et M. Foubert ne pourrait rien exiger.* Cette somme sera payable dans le délai de deux ans, à partir de la célébration du mariage, soit en espèces, soit en marchandises. » Foubert, qui connaissait assez particulièrement la dame Marchand, la mit en rapport avec Fleury, et le mariage eut lieu le 7 juin 1848.

Plus tard, Foubert, ne pouvant obtenir à l'amiable l'exécution de l'obligation consentie à son profit, intenta contre Fleury une action en paiement. A cette action, le défendeur opposa la nullité de son engagement, comme ayant une cause illicite.

(1) D. 1855.1.147 — S. 1855.1.337.

Statuant sur cette action, le Tribunal de Niort rendit un jugement ainsi conçu :

« Le Tribunal : — Attendu que le mariage est un acte essentiellement personnel ; qu'à ce titre, et à raison aussi du caractère d'irrévocabilité qui le distingue, il doit être, encore plus que tout autre, le résultat de la volonté libre et spontanée des parties ;

« Attendu, qu'au point de vue de la morale, le mariage qui est l'acte le plus important de la vie, doit être aussi le plus saint et le plus sacré ; qu'il est du devoir de la justice de lui conserver cette pureté qui en fait, aux yeux de tous, le mérite et la force ;

« Attendu que, s'il est permis à des tiers de s'interposer pour amener un rapprochement entre deux personnes que des convenances réciproques paraissent réunir, *cette intervention, pour être morale, doit être sincère et désintéressée* ; qu'admettre qu'il en puisse être autrement, ce serait avilir le mariage en faisant de lui une industrie et un trafic honteux ;

« Attendu que cette dernière considération est bien plus grave, lorsque la personne dont il s'agit d'obtenir le consentement, ignore le motif pécuniaire qui fait mouvoir le tiers qui s'interpose, motif soigneusement dissimulé sous l'apparence d'une affection trompeuse ;

« Attendu que l'entremetteur, dans ce cas, n'a pour mobile que l'intérêt de faire réussir *une combinaison dont il ne doit retirer un bénéfice qu'en cas de succès seulement* ; que cet intérêt, exclusivement personnel, et presque tou-

jours incompatible avec tout autre sentiment bienveillant, le porte naturellement à induire en erreur celui des futurs époux qu'il veut gagner, soit en exagérant les qualités de celui pour lequel il agit, soit en lui attribuant celles qu'il n'a pas, soit en cachant ses défauts, soit même en déchirant par ses calomnies un rival qui eût peut-être dû lui être préféré ; qu'il peut aller même, s'il en a les moyens, jusqu'à employer l'intimidation ; que tel est le rôle déloyal de celui qui, guidé par l'intérêt seul, ne s'est parfois pas fait scrupule de vendre son influence ;

« Attendu que de pareilles manœuvres doivent être frappées de la réprobation qu'elles méritent, car elles sont exercées contre un sexe et un âge inexpérimentés, et que, le mariage accompli et l'illusion une fois détruite, les regrets sont inutiles et le mal sans remède ;

« Attendu que cette doctrine a été consacrée par les anciens arrêts... ; et que *notre jurisprudence et nos mœurs ne sauraient être moins sévères, moins pures que la jurisprudence et les mœurs de ceux qui nous ont précédés.* »

La Cour de Poitiers se borna, sur l'appel du courtier matrimonial, à confirmer le jugement par adoption de motifs.

Nous avons souligné, en exposant les faits et en relatant le jugement, les points intéressants du procès.

Le courtier ne devait être rémunéré qu'en cas de succès : premier et capital grief du tribunal. Mais pourquoi supposer *a priori* que, pour assurer le succès, le courtier matrimonial était obligé d'user de manœuvres qui le ravalèrent au rang des escrocs ? Pourquoi supposer, avec le juge-

ment, que l'intervention du courtier doit être nécessairement gratuite pour être désintéressée ? N'y a-t-il donc pas d'interventions gratuites, qui sont essentiellement intéressées ? Mais, dit le jugement, nous ne devons pas être moins sévères que ceux qui nous ont précédés. C'est nier qu'il puisse y avoir une évolution quelconque dans les mœurs et les habitudes d'un peuple, c'est donc nier l'évidence. En fait, nous l'avons indiqué, le courtage matrimonial s'est beaucoup développé pendant le cours du xix^e siècle, et, déjà, en 1855, il était entré dans nos mœurs. Pour le reste, le jugement considère que le courtier détermine le consentement des contractants. Or, nous l'avons dit, de même que nous avons déjà insisté sur les considérations qui précèdent, le courtier matrimonial n'intervient que pour éclairer le consentement des parties, que pour ménager les circonstances qui permettront aux contractants éventuels de se rencontrer : à ceux-ci, ensuite, de prendre par eux-mêmes la décision qui leur convient. M. de Vatimesnil, dont nous avons en partie rapporté la consultation dans cette affaire, a bien mis en relief cette dernière idée : « Il y a dans cette décision » (le jugement de Niort), dit-il, « une méprise évidente. Le jugement raisonne comme si celui qui s'entremet disposait réellement du consentement des parties et faisait réellement le mariage. » Or, ce raisonnement est complètement faux.

L'affaire fut portée à la Cour de Cassation, devant laquelle le conseiller Laborie déposa un rapport où sont dé-

veloppés nettement les moyens invoqués par le courtier matrimonial. Nous en reproduisons quelques extraits :

« En quoi les mœurs et l'ordre public sont-ils blessés, écrit le rapporteur, notant à son tour les arguments déjà présentés, si les bons offices d'un intermédiaire rapprochent deux familles qui ne se connaissent pas, après les avoir mutuellement éclairées par d'utiles renseignements sur tout ce qu'elles ont intérêt à savoir ? N'est-il pas mieux, d'ailleurs, que l'examen de toutes les conditions d'intérêt et de convenances, précède les premières relations des futurs époux, les dégage ainsi à l'avance des difficultés qui altèrent quelquefois, à son origine même, leur mutuelle affection, et deviennent entre les familles des ferments de discorde ? »

...« Faudra-t-il distinguer entre l'intermédiaire gratuit et l'intermédiaire salarié ? Mais la question de *gratuité* est indifférente : le mandat de l'intermédiaire ne doit être apprécié que selon son *objet* et sa *cause*. — Son objet, ce sont des soins à donner, des démarches à faire : il y a là matière à convention. — Sa cause, c'est un mariage à préparer, à faciliter : rien de plus moral, rien de plus légitime. — Ce qui est moins légitime, moins moral, c'est la prétention de celui qui méconnaît la loi qu'il s'est faite à lui-même, et refuse d'acquitter son obligation. »

Mais la Cour de Cassation refusa de s'arrêter à ces considérations, et d'avoir égard aux observations présentées par les jurisconsultes éminents aux lumières desquels le demandeur en cassation avait fait appel : nous avons déjà

rapporté ces observations. Et, le 1^{er} mai 1855, conformément aux conclusions de l'avocat général Vaisse, la Cour de Cassation, après délibération en Chambre du Conseil, rendit l'arrêt suivant :

« La Cour ; — Attendu, en fait, que l'action du demandeur, soit devant la juridiction de première instance, soit devant les juges d'appel, avait pour objet le paiement d'une somme de 6.000 francs, par lui stipulée pour le cas, alors réalisé, où, à la suite de ses démarches, le défendeur contracterait mariage avec une personne déterminée ; qu'ainsi, il ne s'agissait pas du remboursement des frais ou de la simple rétribution des soins d'un mandataire, mais d'une stipulation à forfait, subordonnée à la condition du succès d'un projet de mariage et en rapport avec l'importance du résultat à obtenir :

« Attendu, en droit, que l'obligation fondée sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet, et que la cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, comme quand elle est prohibée par la loi (art. 1131 à 1133, Cod. Nap.) ;

« Attendu que le mariage étant, dans le système de notre législation, un engagement irrévocable, qui touche aux intérêts les plus élevés de la famille et de la société dont il est la base essentielle, le consentement des époux qui s'unissent ou des parents qui ont autorité sur eux doit être libre, éclairé, et par conséquent affranchi de toute influence étrangère et intéressée à agir sur la détermination des uns ou des autres ; que tout ce qui serait propre à compromet-

tre ou à altérer la moralité et la liberté du consentement est, par cela même, contraire au vœu de la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs ; qu'il en est ainsi d'une convention par laquelle un tiers, s'engageant à employer ses soins et ses démarches pour un mariage, stipule en retour, sous la condition de réussir, une prime calculée moins en raison des soins ou des démarches promis qu'en vue du succès et selon l'importance du résultat ; qu'aux relations destinées à préparer l'indissoluble société dans laquelle chacun des époux apporte, avec ses biens, sa personne même et sa vie tout entière, un pacte de cette nature mêlerait l'intervention et l'intérêt d'un agent dominé par des idées de spéculation et de trafic ; que, pour assurer le succès qui est la condition de la prime stipulée, cet agent pourrait, même sans fraude, peser directement ou indirectement sur le consentement des époux ou de leurs parents, en agissant de façon à dissimuler ou à prévenir, à atténuer ou à combattre les causes même les plus légitimes d'hésitation ou de refus ;

« Attendu que pour rendre illicite une telle convention, il n'est pas nécessaire que le danger de cette influence intéressée se soit réalisé et que le mal se soit produit ; qu'il suffit que le danger se montre et que le mal soit possible ; que là, en effet, tout est irréparable et que l'ordre social est trop intéressé à se prémunir contre de pareilles conséquences pour que l'on se doive contenter de réserver l'exception de dol ou de fraude contre l'action de l'entremetteur coupable de manœuvres déloyales dans l'exécution de

son mandat ; qu'ainsi une convention contre laquelle s'élèvent ces considérations de morale et d'intérêt public, ne saurait produire un lien de droit entre les contractants et devenir l'objet d'une action en justice ;

« D'où il suit qu'en déclarant le demandeur non recevable dans son action en paiement de la somme stipulée du défendeur sous la condition de mariage de celui-ci, l'arrêt dénoncé, loin de violer les art. 1131, 1133 et 1134 C. Nap., en a fait au contraire une juste application ; — Rejette, etc. »

Nous avons par avance réfuté les arguments donnés par la Cour de Cassation. Les uns, fondés sur l'irrévocabilité du mariage, n'ont plus de valeur aujourd'hui, puisque le divorce a été rétabli. Nous avons par ailleurs démontré qu'on ne pouvait faire usage en l'espèce de la théorie de la cause illicite. Enfin, c'est vraiment aller trop loin que condamner le courtage matrimonial, sous prétexte qu'il y a possibilité de fraude, de danger, et alors même que le danger ne s'est pas réalisé. Il n'y aurait alors pour ainsi dire pas de conventions praticables : ne peuvent-elles pas, en effet, être entachées toutes de fraude ou de dol ?

On a toutefois judicieusement remarqué (1) que l'arrêt du 1^{er} mai 1855 n'a pas la portée absolue que, pour les besoins de la cause, on lui a souvent attribué. « Il ne réproouve le

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, 3^e éd., t. 1^{er}, n. 311, p. 350 et suiv.

courtage matrimonial que si la rémunération a été stipulée « *sous la condition de réussir* », « *en vue du succès* ». « Le courtier, en effet, n'a pas intérêt à peser sur le consentement des parties quand la prime doit lui être payée même en cas d'insuccès. » Les mêmes observations ont été présentées par M. Wahl (1). Cependant, d'après le même auteur, l'arrêt de 1855 ne saurait être interprété « comme réprouvant uniquement la prime proportionnelle à la dot », puisque, dans l'espèce, « c'est une prime fixe de six mille francs qui avait été promise au courtier en cas de succès ».

La Cour de Nîmes (2) a, dans le même esprit que la Cour de Cassation, annulé pour cause illicite une convention qui attribuait au courtier matrimonial 5 0/0 sur la dot actuelle, ou présumée pour l'avenir, de la future. Le courtier matrimonial, dispose le même arrêt, n'a droit qu'à une indemnité pour ses soins et démarches, si toutefois ce point a fait l'objet d'une convention entre les parties.

A quelques années d'intervalle, la Cour de Nîmes (3) a eu à examiner une espèce analogue. Sa décision est semblable. « Attendu », porte-t-elle en substance, « que la convention en vertu de laquelle les mariés X..., directeurs

(1) *Le Courtage matrimonial*, Rev. trimestr. de dr. civil, 1904, p. 487.

(2) Nîmes, 22 juin 1868 *Marquié c. Boissier* (D. 1869.2.58 — S. 1868.2.270).

(3) Nîmes, 18 mars 1884 (S. 84.2.100).

d'une agence matrimoniale, réclament aux époux V... dont ils ont procuré le mariage, le paiement d'une somme de 9.000 francs, prime calculée sur la dot de la future, et stipulée en vue du succès et selon l'importance du résultat obtenu, a une cause illicite, comme étant contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs... ». La Cour poursuit en appuyant ce motif de considérations déjà connues. Néanmoins les époux X... obtiennent une indemnité pour rémunération de leurs peines et soins, et pour remboursement des frais exposés dans l'intérêt des époux et dont les époux ont profité.

Un arrêt de la Cour de Besançon (1) témoigne à la fois du souci de flétrir le courtage matrimonial et du désir de rester dans les bornes d'une sage équité. La situation était la suivante : Un sieur Grisey avait souscrit une obligation sous seing privé de 3.000 francs au profit d'Elie Picard, entremetteur en mariages. Celui-ci transporta l'obligation à Nathan Wolf. Grisey ayant refusé d'acquitter son obligation à l'échéance, Nathan Wolf le poursuivit et actionna également Elie Picard.

Dans son arrêt, la Cour de Besançon décide que l'obligation de Grisey était fondée sur une cause illicite, et que Nathan Wolf connaissait cette cause illicite. Sur ce point, Nathan Wolf est débouté.

(1) Besançon, 6 mars 1895, *Nathan Wolf c. Grisey et Picard* (S. 1895.2.196).

Mais la Cour, refusant de faire état des vieilles maximes romaines : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » et « *In pari causâ turpitudinis cessat repetitio* », admet Nathan Wolf à répéter contre Elie Picard ce qu'il a déboursé pour acquérir la créance de celui-ci contre Grisey.

Voici maintenant l'affaire Massip contre Bruyère qui a donné lieu aux arrêts de la Cour de Toulouse, du 5 novembre 1900, et de la Cour de Cassation du 20 avril 1904 (1). Nous avons dit que cet arrêt de Cassation semblait préparer un courant de jurisprudence favorable aux courtiers matrimoniaux.

L'arrêt de la Cour de Toulouse est ainsi conçu : « La Cour ; Attendu que le principe, posé par la jurisprudence, de l'immoralité des négociations matrimoniales à prix d'argent, ne saurait comporter d'exception ; que Massip ayant précisément pour profession celle d'agent matrimonial, toutes les démarches faites par lui sont par définition de celles que réprouvent la dignité et la liberté du mariage ; que le but poursuivi résulte de la correspondance, et que s'il n'a pas été formellement stipulé de rémunération proportionnelle ou fixe, cette rémunération était la cause de l'engagement pris par Massip, et le but poursuivi par lui, en acceptant le mandat de Bruyère ou en se portant son gérant d'affaires ;

(1) D. 1904.1.420 — S. 1905.1.281.

« Attendu que Massip ne justifie, en dehors de cette cause, par elle-même illicite, d'aucun débours sérieux, d'aucun service pouvant justifier un salaire ;

« Par ces motifs, déclare illicite en son entier l'engagement invoqué par Massip, et comme tel l'annule. »

L'affaire fut portée à la Cour de Cassation, et la Chambre des Requêtes admit le pourvoi du courtier matrimonial conformément aux conclusions de M. l'avocat général Feuilleley (1) dont nous avons déjà parlé, et dont il est intéressant de citer ici les passages principaux.

L'avocat général exalte le rôle social du mariage, mais, prenant le contrepied des doctrines si souvent tirées de cette idée, il n'hésite pas à exalter en même temps le mérite du courtier matrimonial : « le mariage a de tous temps, en tous lieux, dans toutes les civilisations, dit-il, aussi bien dans les législations inspirées par les idées purement philosophiques que dans les législations d'ordre théocratique, été considéré comme la base des sociétés. Partout, en tout temps, à raison de sa haute importance, à raison de l'influence qu'il exerce sur les mœurs et sur la population des Etats, le mariage a été, de la part des législateurs, l'objet d'une sollicitude particulière. Les lois de l'Inde, les lois romaines, nos lois modernes, fondent la famille sur le mariage. Tout, dans nos lois, est fait pour favoriser le ma-

(1) Reproduites à la *Gaz. Pal.* du 14 novembre 1902.

riage. En résumé, l'état de mariage est l'état par excellence au triple point de vue religieux, moral, social et économique. »

« Comment donc le fait de faciliter le mariage, de mettre en rapport deux familles, de procurer une compagne à l'homme qui veut fonder une famille, un protecteur et un soutien à la femme qui veut s'asseoir à un foyer avec la dignité d'épouse et de mère, peut-il être déclaré *a priori*, *ipso facto*, un acte contraire aux bonnes mœurs, aux lois ou à l'ordre public. Mais c'est tout le contraire ! *a priori* et en principe, c'est un acte méritoire et qui ne saurait être envisagé avec trop de faveur. »

« Est-ce que ce fait méritoire, souhaitable, moral, va nécessairement changer de nature parce que l'intermédiaire n'aura pas été désintéressé ? Mais non ! On peut, en étant intermédiaire désintéressé du mariage, accomplir un acte détestable. On peut, en étant intermédiaire intéressé, accomplir un acte excellent. »

« Tout dépend des circonstances. »

Cependant, reconnaît l'avocat général, la profession de courtier matrimonial, quoique de plus en plus répandue de nos jours, est généralement déconsidérée.

« Je sais, dit-il, qu'elle est trop souvent exercée par des intermédiaires sans scrupules, qui n'ont d'autre visée que de gagner, même malhonnêtement, la commission stipulée. Je sais qu'elle a été chansonnée et ridiculisée au théâtre. Je sais qu'on montre volontiers du doigt et le sourire aux lèvres les époux mariés par une agence matrimoniale.

Je sais qu'il y a des agents matrimoniaux qui sont de véritables escrocs. J'en ai poursuivi et j'en ai fait condamner. Je sais tout cela !...

« Mais, est-ce qu'il ne peut pas exister une agence matrimoniale sérieuse et honnête, un intermédiaire salarié gagnant honnêtement son salaire ? Mais... cela peut être, et cela est. Et moi qui vous parle, je connais des gens qui ont été mariés par des agences matrimoniales, qui sont parfaitement mariés et parfaitement heureux.

« Tout est donc une question d'espèce. »

Examinant ensuite l'arrêt de la Cour de Toulouse, l'avocat général le critique pour ne s'être pas borné à l'examen des faits, et comme renfermant cette affirmation que « les négociations à prix d'argent sont nécessairement immorales », et que, « par définition, elles sont de celles que réprouvent la liberté et la dignité du mariage ».

Est-il d'ailleurs si évident, comme l'affirme l'arrêt, « qu'un tel principe soit posé par la jurisprudence » ? Non, d'après l'avocat général. L'arrêt du 1^{er} mai 1855 contient certains motifs qui sont « un véritable anachronisme », et certains autres « qui ne placent pas la question sur son véritable terrain ». Notamment, « le motif tiré de l'indissolubilité du mariage ne saurait plus être invoqué depuis le rétablissement du divorce. »

L'arrêt de 1855 émet d'ailleurs une proposition absolument fausse sur l'entremise de l'agent matrimonial « qui ne promet pas, qui ne vend pas un consentement. Ce qu'il promet, en effet, c'est comme tout courtier une contrepar-

tie. Il met en présence deux familles : un homme qui cherche une épouse, une femme qui cherche un mari. Le consentement n'est pas l'objet promis. »

La Chambre des requêtes, se rangeant à ces conclusions dont il y avait lieu de citer de larges extraits, parce qu'elles résument excellemment ce que nous avons dit jusqu'à présent, a rendu un arrêt d'admission.

La Chambre civile de la Cour de cassation, appelée à statuer, a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour ; — Sur le moyen unique du pourvoi : Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué, que le sieur Massip, directeur d'une agence matrimoniale à Castres, prétendant avoir, pendant une durée de dix années, fait, à la demande du sieur Bruyère, de nombreuses démarches, dans le but de le marier, a, sur le refus de celui-ci de le rémunérer de ses soins, introduit contre lui une action en paiement d'une indemnité de 2.000 francs ;

« Attendu qu'il est constaté souverainement en fait par la Cour d'appel que Massip ne justifie d'aucun débours sérieux, d'aucun service pouvant justifier le salaire qu'il réclame ;

« Attendu que ces motifs suffisent pour donner une base légale à la décision qui a rejeté la demande ; — Rejette, etc. »

En se bornant à dire que la Cour de Toulouse avait fait usage de son pouvoir souverain, pour rejeter le pourvoi, et en évitant de se prononcer sur le point de droit comme l'y avait engagé la Chambre des Requêtes, la Chambre

civile de la Cour de cassation semble bien avoir reconnu implicitement que les motifs donnés par elle dans l'arrêt de 1855 ont perdu beaucoup de leur force. Il y a donc lieu de penser que, si elle est appelée à se prononcer de nouveau, la Chambre civile en arrivera à proclamer la licéité du courtage matrimonial.

« La Chambre civile de la Cour de cassation, écrit en ce sens M. Demogue (1), a rejeté le pourvoi (formé contre l'arrêt de Toulouse), mais dans des termes qui semblent indiquer le désir de ne pas approuver la thèse juridique de la Cour de Toulouse. Elle relève la constatation souveraine de celle-ci qu'il n'y a eu aucun débours sérieux, et ajoute que cela suffit pour justifier la solution de l'arrêt attaqué. » Et M. Planiol (2) écrit d'autre part que « la jurisprudence semble se départir de sa rigueur (à l'encontre des courtiers matrimoniaux), en admettant que l'agent matrimonial a droit à une indemnité à raison de ses démarches et déboursés. »

MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (3) font remarquer qu'en se bornant à rejeter le pourvoi parce que la Cour de Toulouse avait apprécié souverainement les faits, la Cour de cassation « a interprété d'une façon très contestable les motifs donnés accessoirement » par cette Cour. En effet,

(1) Rev. trimestr. de droit civil 1904, p. 853.

(2) *Dr. civ.*, 5^e éd., t. I^{er}, n. 790.

(3) *Traité des obligations*, 3^e éd., t. I^{er}, n. 311.

disent ces auteurs, « la Chambre civile raisonne comme si, d'après la Cour de Toulouse, le contrat de courtage matrimonial n'avait pas été exécuté, hypothèse dans laquelle, évidemment, la rémunération n'aurait pas été due, alors même qu'on eût considéré ce contrat comme licite. Mais telle n'est point la portée de l'arrêt d'appel. La Cour de Toulouse n'a point nié que le contrat de courtage matrimonial eût été exécuté, pour ne pas lui donner effet, elle se fonde uniquement sur son prétendu caractère illicite. Elle dit simplement ensuite qu'*en dehors* de l'exécution de ce contrat, le courtier n'a accompli aucun acte pouvant justifier un salaire. Mais le fait même que la Chambre civile a cru devoir laisser notre question en suspens, indique qu'elle a des doutes sérieux sur la valeur des raisons invoquées dans son arrêt de 1855. »

Postérieurement à l'arrêt de Toulouse, mais antérieurement à l'arrêt de cassation que nous venons d'examiner, la Cour de Caen avait rendu, le 23 février 1904 (1), un arrêt condamnant la profession d'agent matrimonial. Dans cette espèce, il y avait eu souscription d'un billet de 7.000 francs pour rémunération de démarches en vue d'un mariage réalisé depuis. La Cour affirme une fois de plus que « le consentement à mariage ne saurait être l'objet d'un trafic ; que le législateur a voulu assurer la liberté de ce consentement non seulement en instituant des nullités dans le cas

(1) S. et P. 1905.2.263.

où ce consentement serait violé, mais encore en entourant le mariage de nombreuses formalités destinées à protéger cette liberté contre toute atteinte. » La Cour estime avec juste raison que la cliente d'un courtier matrimonial peut dire « que c'est par un tour de force qu'elle a réalisé son mariage. » Bref, les courtiers matrimoniaux sont encore fort maltraités.

Ce n'est cependant pas sans résistance que la nullité de courtage matrimonial parvient à prévaloir en jurisprudence. Voici une espèce où le tribunal de Mont-de-Marsan a, le 23 mai 1903, reconnu en principe la validité du courtage matrimonial. Ce jugement a d'ailleurs été infirmé par la Cour de Pau, le 9 août 1904 (1).

L'arrêt de la Cour de Pau précise bien les faits de l'espèce. Un sieur Auriol, désireux de se marier, était, depuis plusieurs années, en relations avec un sieur Texier, directeur d'une agence matrimoniale. Ce dernier lui proposa par lettre en mariage une veuve sans enfant, mais avant de lui faire connaître le nom et l'adresse de cette veuve, il lui demanda de lui faire parvenir une *reconnaissance de 5 % sur l'apport de cette dame*, et lui transcrit le modèle de la lettre qu'il aurait à lui écrire en ce sens. Quelque temps après, Texier fit parvenir à Auriol un modèle d'engagement, en lui disant que, pour être valable, cet engagement devait être conçu en forme de lettre. Auriol écrivit donc à Texier

(1) S. et P. 1905.2.15.

une lettre ainsi conçue : « D'après la correspondance échangée entre nous, je viens vous dire qu'il reste parfaitement entendu que, si je me marie avec la dame veuve Saint-Sever, j'aurai à vous payer la somme de 5 % sur le montant de l'apport qu'elle se fera par notre contrat de mariage. Je reconnais que cette somme, qui ne devra vous être payée qu'après la célébration, n'est que suffisante pour vous rémunérer de vos peines, soins, démarches et débours. » Auriol épousa la dame Saint-Sever, dont le nom lui avait été révélé par Texier. Celui-ci, qui — certes — avait pris toutes les précautions pour assurer l'exécution de l'engagement qu'il avait fait signer à son profit, mit Auriol en demeure de verser ce qu'il avait librement promis. Mais Auriol, sachant sans doute qu'il avait les plus grandes chances de réussir dans sa défense, opposa la nullité de son obligation.

Dans son jugement, le tribunal de Mont-de-Marsan affirme nettement la possibilité de l'existence d'un entre-metteur salarié en matière de mariages :

« Attendu, dit-il, que la plupart des mariages se concluent aujourd'hui entre personnes qui, antérieurement, ne se connaissaient même pas ; que leur réalisation est due aux démarches d'intermédiaires ; — Attendu que le tribunal ne peut admettre que le rôle de l'intermédiaire, louable quand il se produit d'une manière désintéressée, devient blâmable et contraire à l'ordre public quand il est rémunéré ; — Attendu qu'il est possible que le tiers remplisse loyalement son mandat... » En l'espèce, d'ailleurs, il était

évident que l'habileté du courtier matrimonial se doublait de manœuvres déloyales. La convention intervenue entre Auriol et Texier a donc été annulée. Texier s'est vu néanmoins allouer une indemnité pour ses soins et démarches.

La Cour de Pau, nous l'avons dit, a infirmé le jugement. Son arrêt est intéressant à signaler : intervenu après l'arrêt de Cassation du 20 avril 1904 qui n'avait rien dit à ce sujet, il reproduit les affirmations de principe que nous avons trouvées dans les arrêts hostiles aux courtiers matrimoniaux ; plus rigoureux que le jugement attaqué, il refuse toute indemnité au courtier matrimonial ; c'est enfin le dernier arrêt défavorable en thèse au courtage matrimonial.

L'arrêt, après avoir exposé les faits que nous avons déjà reproduits, poursuit ainsi :

« Attendu que le mariage est la base de la société ; que tout ce qui porte atteinte à son essence est d'ordre public ;

« *Attendu qu'il importe peu que le mariage ne soit plus irrévocable*, et qu'il puisse être dissous par le divorce ; qu'il repose toujours, comme condition essentielle, sur le libre consentement des époux ; par suite que toute convention dont l'effet est d'altérer ou de fausser le consentement des parties, ou de l'une d'elles, doit être annulée comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;

« Attendu que la convention dont il s'agit a pour objet de procurer un consentement à un mariage, consentement qui n'est pas dans le commerce ; que le but de l'intermédiaire est le gain d'une somme importante, en cas de réus-

site du mariage projeté ; que ce but est sa seule préoccupation, et qu'il a pour effet de lui faire fausser et altérer les faits, afin de surprendre le consentement de l'une ou de l'autre des parties et de réaliser un bénéfice ;

« Attendu que, dans l'espèce, Texier a stipulé, non une certaine somme pour le dédommager de ses peines et soins, quel que fut le résultat de ses démarches, mais un tant pour cent sur la dot en cas de réussite du projet de mariage ; que, dès lors, il avait intérêt à peser sur le consentement des parties, et que son intervention devait avoir pour conséquence forcée un consentement qui ne serait ni libre, ni éclairé ; qu'il en a tellement été ainsi, dans l'espèce, que dans la lettre du 9 juin 1902, visée par le tribunal, un agent de Texier donne à Auriol le conseil d'altérer la vérité, et termine ainsi : *Enfin, soyez habile* ; après tout, ce n'est ni une escroquerie, ni une tromperie sérieuse ;

« Attendu en conséquence que l'engagement pris par Auriol est nul, comme ayant une cause illicite ; que, ne l'eût-il pas été dès l'origine, il aurait été vicié par les manœuvres conseillées par un agent de Texier afin de surprendre le consentement de la dame Saint-Sever ; que ces agissements, en effet, n'émanent pas d'un tiers, mais d'un agent de Texier ; que cette nullité, étant d'ordre public, peut être invoquée par tous, même par l'une des parties contractantes ;

Attendu que Texier demande à être tout au moins remboursé de ses dépenses ; Attendu qu'il ne justifie pas avoir fait des voyages ; qu'il résulte de la correspondance qu'il

dirige une agence composée d'au moins six personnes ; mais qu'il ne démontre pas avoir payé des tiers en dehors de ses agents ; que ces débours pour se procurer des renseignements paraissent être peu de chose ; Par ces motifs ; — Infirme, etc. »

La Cour de Pau, somme toute, si elle n'a pas accueilli l'action du courtier matrimonial, peu intéressant, il est vrai, dans l'espèce, a principalement voulu condamner le courtage matrimonial. Les deux décisions que nous allons rapporter, et qui sont les dernières ayant trait à notre matière, sont au contraire entièrement favorables aux courtiers.

Le tribunal de Nice a, le 22 décembre 1909 (1), à propos d'une commission de mariage de 5.000 francs, déclaré qu'une « commission de mariage n'a rien d'immoral et d'illicite, puisqu'elle tend à faire contracter une union légitime ; qu'elle représente la rémunération d'un service rendu, et que l'immoralité apparaît bien plutôt de la part de celui qui, ayant retiré le profit de la négociation, demande à la justice de le libérer de la commission librement consentie. »

Presque à la même date, le 13 décembre 1909, la Cour d'Agen (2) a insisté sur les mêmes idées. La veuve Grifould, exploitant une agence matrimoniale, s'était fait sous-

(1) S. et P. 1910.2.293.

(2) S. et P. 1910.2.211.

crir huit valeurs de cinq mille francs par le sieur Bénézit dont elle assura le mariage par ses soins et démarches. Ce dernier, après avoir volontairement acquitté son obligation, intenta une action en restitution, en se fondant sur la cause illicite de son engagement.

« Attendu, déclare la Cour d'Agen, que le mandat salarié donné à un tiers de faire dans l'intérêt d'une personne les démarches nécessaires en vue d'un mariage projeté ou désiré, n'a en lui-même rien de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, s'il n'est pas entaché de dol ou de fraude ; qu'il est incontestable que, le mariage étant la base essentielle de la famille et de la société, tout ce qui peut compromettre ou altérer le consentement des époux ou de ceux qui ont autorité sur eux, est immoral et contraire au vœu de la loi ; mais qu'on ne saurait comprendre que l'intermédiaire qui a rempli loyalement sa mission, sans avoir recours à des moyens immoraux et frauduleux, ne reçoive pas, non seulement le remboursement de ses dépenses, mais encore une légitime indemnité à raison des démarches qu'il a faites et des soins qu'il a donnés à l'exécution de son mandat ; que de nombreux mariages ne se concluent que par l'entremise d'intermédiaires, et que le rôle de ces derniers ne peut être considéré comme illicite par cela seul qu'il est salarié ; que le législateur s'efforçant actuellement de favoriser les unions légitimes par des facilités, il est inexact de prétendre que le mandataire salarié qui, par ses relations et en employant des moyens honorables, a réuni les deux époux, a fait un acte contraire aux lois, et ne peut

réclamer l'exécution de l'obligation volontairement souscrite à son profit... » La seule restriction apportée par la Cour est que le salaire du mandataire doit être proportionnel au travail de ce dernier, plutôt qu'au chiffre de la dot.

Il est à souhaiter que la Cour de cassation abordant nettement l'examen du problème, vienne enfin consacrer au plus tôt cette jurisprudence libérale.

SECTION II. — Billets à ordre, lettres de change, traites, etc., souscrits au courtier matrimonial.

Il y a intérêt à noter que les courtiers matrimoniaux, ont assez fréquemment usé des dispositions du Code de commerce dans l'espoir sans doute de voir leurs droits mieux sauvegardés par les tribunaux. Quelques décisions, parmi celles que nous avons à signaler ici, leur ont été favorables.

Un jugement du tribunal de Bourgoin (1) dit avec netteté que les billets à ordre souscrits pour indemniser un entrepreneur de ses travaux, soins, démarches pour faire conclure au souscripteur un mariage avantageux, ont une cause parfaitement licite.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 23 août 1848 (2), dit de même que les billets à ordre souscrits pour rémunérer

(1) Bourgoin 10 juillet 1843, cité au rapport Laborie (Cass. 1^{er} mai 1855, S. 1855.1.342).

(2) Cité au rapport Laborie

les entremetteurs ont pour objet de rétribuer des services licites et n'ont rien de contraire à la loi.

Souscrire un billet à ordre comme indemnité à l'entremetteur matrimonial n'est prohibé par aucune loi, déclare aussi le tribunal du Mans dans un jugement du 28 août 1850 (1) : « Cela n'est contraire ni aux bonnes mœurs, ni à l'ordre public, qui doivent protéger au contraire toutes les stipulations qui tendent à faciliter les mariages. Les soins et les démarches de tout individu peuvent être et sont formellement l'objet de conventions sous forme de mandat et de louage d'industrie, et il est impossible de concevoir le motif légal qui prohiberait d'en faire l'objet d'une convention parce que leur but serait de faire réussir un mariage ».

Ces diverses décisions sont antérieures à l'arrêt de Cassation du 1^{er} mai 1855. Postérieurement à cet arrêt, on ne rencontre guère que des jugements ou arrêts défavorables aux courtiers.

Dans une affaire Gazélius contre Filippi, le courtier avait reçu sa rémunération sous la forme de lettres de change. Par arrêt du 3 février 1859, la Cour de Paris (2) a déclaré le titre nul : « Attendu, porte l'arrêt, que si les lettres de change dont Gazélius est porteur sont causées valeurs reçues comptant, il résulte des documents produits que la

(1) Cité au rapport Laborie.

(2) D. 59.2.112 — S. 59.2.295.

véritabte cause en est la rémunération accordée par Filippi à Gazélius à l'occasion du mariage dudit Filippi ; que cette cause ne saurait être contestée en présence de la contre-lettre signée de Gazélius et présentée par Filippi, qui constate l'origine véritable de la créance, et qui stipule que les lettres de change souscrites seront considérées comme nulles dans le cas où le mariage projeté ne se réaliserait pas... ; » Et l'arrêt se fondant sur la cause réelle du titre, annule celui-ci comme fondé sur une cause illicite.

Un sieur Betty avait souscrit un billet à ordre ainsi libellé : « Bon pour francs deux mille. A présentation, je paierai à l'ordre de Mme Coblentz, la somme de deux mille francs, valeur matrimoniale projetée entre moi soussigné G. Betty et Mlle Fontanier, rue Saint-Georges à Paris ; mais dans le cas que le mariage n'aurait pas lieu, le présent engagement deviendra nul et de nul effet ; si oui, il deviendra payable comme ci-dessus à sa première présentation. — Paris, le 3 avril 1883. »

Le mariage projeté eut lieu. D'autre part, Mme Coblentz transmit le billet à l'ordre de Becker et de Marx. Le billet ne fut pas payé à présentation.

Marx, tiers porteur, assigna Betty, créateur du billet, lequel fut condamné à en payer le montant par jugement du tribunal de commerce de la Seine du 6 novembre 1883. Ce jugement fut d'ailleurs infirmé par la Cour de Paris, le 11 janvier 1884 (1).

(1) S. 1884.2.132.

« Attendu, porte le jugement, que des débats il appert que le billet a été souscrit par Betty à Mme Coblentz pour la rémunérer de ses soins et démarches en vue de son mariage ; que la cause n'a rien d'illicite ; qu'en conséquence il convient de repousser le moyen proposé » ;

« Et attendu qu'il est justifié que le mariage projeté a été conclu ; que le billet est donc devenu exigible... »

Le Tribunal de commerce de la Seine affirme donc nettement qu'il n'y a pas à parler de cause illicite en matière de courtage matrimonial. Mais, sur appel, la Cour de Paris, nous l'avons dit, a infirmé le jugement, en se fondant sur ce que la rémunération de la dame Coblentz était subordonnée au succès de ses démarches.

Dans une autre affaire, quelques années plus tard, les deux mêmes juridictions devaient prendre la même position que dans l'affaire dont il vient d'être parlé.

Chavane, agent matrimonial, pour se rémunérer des démarches faites en vue d'assurer le mariage de Richebois, tira sur celui-ci deux traites de mille francs. Richebois revêtit les traites de son acceptation et les endossa à Dusau ; mais à l'échéance, Richebois, arguant de la nullité de son engagement, refusa de s'acquitter, et Dusau fut obligé de l'assigner.

Le tribunal de commerce de la Seine condamna Richebois à payer le montant des traites par jugement du 17 mai 1892, mais, par arrêt infirmatif du 27 octobre de la même

année (1), la Cour de Paris déchargea Richebois de cette obligation. « Considérant, déclare en substance l'arrêt, que Dusau, tiers-porteur, avait l'entière connaissance du caractère des billets et de la nullité qui les entachait ; que l'endos passé à son nom est purement et simplement un endos de complaisance, afin de faciliter par cette mesure le recouvrement desdites traites ; Décharge Richebois, etc... »

Les juges du Tribunal de Commerce, magistrats assez ordinairement rompus aux affaires et pénétrés des nécessités pratiques de la vie courante, considèrent donc sans défaveur le courtage matrimonial. Il était intéressant de le signaler.

SECTION III

Le courtier matrimonial envisagé comme gérant d'affaires.

Une espèce intéressante (2) permet de voir que le courtier matrimonial peut être, dans certains cas, envisagé comme un gérant d'affaires, et, à ce titre, peut, conformément à l'art. 1375 C. civ., « être indemnisé de tous les engagements personnels qu'il a pris, et remboursé de toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites » par le maître de l'affaire. Notons ici que, dans son arrêt du

(1) S. 1893.2.24.

(2) Caen, 13 avril 1866 (1867.2.56).

5 novembre 1900, dont nous avons longuement parlé, la Cour de Toulouse a annulé l'engagement pris au profit du courtier matrimonial, qui paraissait s'être comporté comme un gérant d'affaires.

Le baron de Vicques avait chargé le sieur Belin, courtier matrimonial, du soin de faire des démarches pour marier sa fille. Le mariage eut lieu. Le courtier matrimonial dut demander en justice sa rémunération, celle dont il avait procuré le mariage refusant de prendre à son compte les engagements que son père avait contractés pour elle. La demande du courtier fut accueillie. « Considérant, déclare l'arrêt de Caen, que le baron de Vicques, en chargeant Belin de la mission dont il s'est acquitté, avait pour but de lui confier le soin de défendre et de stipuler non ses propres intérêts, mais bien ceux de sa fille, alors majeure ; que, le mariage ayant eu lieu, c'est évidemment cette dernière qui a profité des démarches faites par Belin, et qu'elle doit le rémunérer... sinon comme mandataire, du moins comme gérant d'affaires, etc... »

Somme toute, la jurisprudence française a fréquemment tenté, même dans la période où le courtage matrimonial était proscrit par elle, d'assurer une rémunération quelconque au courtier. Cela était illogique, nous l'avons dit, et même non juridique, l'obligation fondée sur une cause illicite ne devant avoir aucune espèce d'effet. Mais c'était reconnaître, en quelque manière, l'existence de fait du courtage matrimonial, en attendant, ce qui semble pro-

chain, qu'on lui accorde sans conteste tous les effets d'un véritable contrat (1).

(1) Wahl, *op. cit.*, nos 21-22, p. 491.

CHAPITRE IV

DOCTRINE, LEGISLATION ET JURISPRUDENCE ETRANGERES

Maintenant que nous avons étudié le courtage matrimonial dans la jurisprudence française, passons brièvement en revue la doctrine, la législation et la jurisprudence étrangères, et voyons ce qu'elles décident en cette matière.

SECTION I. — Belgique.

Le 11 février 1902, le Tribunal civil de Nivelles (1) a rendu une décision entièrement favorable aux courtiers matrimoniaux. La reproduction intégrale de cette décision permettra d'apprécier les circonstances de la cause et les motifs donnés à l'appui du jugement :

« Le Tribunal : Attendu que, dans son écrit daté du 30 janvier 1897, mais étant en réalité du 30 janvier 1898, ce que les deux parties reconnaissent, le défendeur s'engage à verser à la demanderesse la somme de dix mille

(1) S. et P. 1908.4.22.

francs pour services rendus. « Cette somme sera due, « ajoute-t-il, si mon mariage a lieu avec Mme X..., et que « Mme H... me donne, pour m'acquitter, le loisir de me « liquider vis-à-vis d'elle par acomptes, et un délai de deux « ans à partir du passément du contrat. » ;

« Attendu qu'il est suffisamment établi que le principal service rendu par la demanderesse au défendeur a consisté à faciliter son mariage avec Mme X... ;

« Attendu que, s'il est incontestable que la demanderesse lui a rendu d'autres services de diverse nature, au sujet desquels elle ne paraît avoir tout au plus récupéré que ses avances et déboursés, et qui ne semblent pas, en tous cas, avoir été pour elle l'occasion d'un bénéfice sérieux, il apparaît bien que le véritable profit éventuel qu'elle escomptait était la somme de dix mille francs qu'elle devait recevoir au cas du mariage du défendeur avec la personne prénommée, laquelle somme devait la rémunérer en ordre principal, semble-t-il, des soins qu'elle devait prêter et des démarches qu'elle devait faire en vue d'amener ce mariage, et accessoirement, semble-t-il, des services de moindre importance qu'elle avait rendus déjà ou devait rendre au défendeur, et dont elle n'avait été que médiocrement indemnisée ;

« Attendu qu'on doit donc admettre que la question se pose réellement de savoir si semblable courtage matrimonial peut faire légitimement l'objet d'une convention ;

« Attendu qu'il est de règle que quiconque s'entremet pour amener la conclusion d'un contrat moyennant un

salaire stipulé en cas de succès est en droit, audit cas, d'exiger le paiement du salaire convenu ;

« Attendu qu'on objecte à tort que pareil courtage, en l'espèce, aurait une cause illicite, le mariage étant un contrat *sui generis*, dans lequel la volonté des parties doit se manifester avec une liberté entière ;

« Attendu, en effet, que l'existence de cette volonté, libre dans le chef des parties, est requise pour tous les contrats, et que, si l'importance de cet élément doit se mesurer à celle du contrat à conclure, il n'y a là cependant, à coup sûr, qu'une nuance du plus au moins, ce qui ne peut conduire, en saine logique, à faire considérer comme illicite et condamnable pour le mariage, une intervention regardée comme licite quand il s'agit d'autres contrats ;

« Attendu que les abus et inconvénients que peut entraîner semblable courtage intéressé peuvent se produire à des degrés divers pour les autres contrats, et non pour l'unique contrat de mariage ;

« Attendu que cette éventualité qui, en soi, ne rend pas illicite un contrat de courtage en matière ordinaire, ne peut, à la faveur de l'importance spéciale du contrat de mariage et de la pure différence du plus au moins relevée plus haut, rendre illicite pour ce dernier contrat ce qui ne l'est nullement pour les autres ;

« Attendu, en fait, qu'il est certain que la demanderesse a fait des démarches diverses en vue du mariage projeté ; qu'elle a fait ce qu'elle a pu pour le faciliter, et qu'il s'est

réalisé le 12 novembre 1898, devant l'officier de l'état civil d'Anderlecht ;

« Attendu qu'il n'apparaît nullement que la demanderesse se soit livrée à des agissements blâmables ou incorrects, ou qu'elle aurait commis ou favorisé rien de répréhensible ;

« Attendu que, dans ces conditions, il échet de condamner le défendeur à l'exécution du contrat librement consenti par lui ; Par ces motifs, etc... »

Ce jugement analyse en termes excellents les arguments principaux invoqués par les courtiers matrimoniaux : à savoir que le courtage matrimonial est un contrat comme les autres, que la rémunération en cas de succès est une clause susceptible d'être validée, et que, si la volonté libre des contractants demande ici des garanties spéciales, le souci de fournir ces garanties ne doit pas aller jusqu'à entraîner la prohibition du contrat.

La Cour de Bruxelles a, dans son arrêt du 1^{er} juillet 1904, confirmé cette manière de voir, mais la Cour de cassation de Belgique a accueilli le pourvoi formé contre cette décision. Son arrêt du 16 mars 1905 (1) nous ramène un demi-siècle en arrière, soit à l'arrêt de la Cour de cassation française du 1^{er} mai 1855, à tel point qu'il semble que la Cour de cassation belge ait ignoré l'arrêt de cassation français rendu le 20 avril 1904. Il y a lieu de penser que le dernier

(1) S. et P. 1908.4.22.

mot n'a pas été dit, et que la jurisprudence belge s'accordera pour ratifier les idées de progrès déjà presque acquises chez nous.

SECTION II. — Italie.

Les jurisconsultes italiens soutiennent généralement que le contrat de courtage matrimonial est en principe valable, sauf quand le courtier a employé des moyens frauduleux. Cette opinion a été soutenue en termes excellents par Fubini (1) : « Je ne crois pas, dit-il, qu'*a priori* on doive exclure la validité du courtage sous prétexte qu'il puisse donner lieu à spéculation, ce qui, d'ailleurs, démontrerait seulement que, dans certains cas — et quoiqu'on veuille prétendre, ils ne sont pas fréquents — on attache de l'importance à l'élément matrimonial du contrat de mariage (2.) » « Du reste, ajoute plus bas le même auteur, le courtier doit être rendu responsable lorsqu'il s'est rendu coupable de fraude dans l'exécution de sa mission, et sa responsabilité doit même être étendue à la réparation des dommages pour les informations sciemment fausses qu'il aurait données, et qui auraient été de nature à influencer sur le consentement.

« Mais si l'on ne peut rien reprocher au courtier, s'il n'a,

(1) Studi critici di giurisprudenza civile, p. 70 et suiv.

(2) Fubini, *op. cit.* p. 75.

en aucune façon, altéré la vérité pour amener l'autre personne à consentir, le droit à la rémunération sera indiscutable, et à cet égard, il me semble que l'on ne doit pas approuver la tendance de la jurisprudence à réduire la rémunération trop élevée qui pourrait avoir été stipulée (1). »

Giorgio-Giorgi (2) et Saredo (3) se prononcent également late Ferrara (4), a pénétré dans les mœurs à tel point qu'il est devenu pour ainsi dire nécessaire, et que la majeure partie des citadiens ne voit en lui rien de honteux ni de blâmable. Aussi, ajoute cet auteur, le sentiment public se montre plus offensé par la conduite indigne de celui qui s'est abaissé à promettre le salaire et qui, lorsqu'il est parvenu au mariage cherché, se sentant pris tardivement d'une « pudibonde rougeur », refuse la rémunération promise et se réfugie à l'ombre de l'illicéité de la cause.

Un auteur cependant, Chironi (5), condamne le courtage matrimonial comme contraire à la sainteté du mariage.

La jurisprudence italienne, évoluant dans le sens de la jurisprudence française, se montre de plus en plus favorable au courtage matrimonial.

(1) Fubini, *op. cit.*, p. 79.

(2) Teoria delle obbligazioni nel diritto moderno italiano quarta adizione.

(3) Article intitulé : « Del proxenetico matrimoniale nel diritto civile italiano », publié dans « La Legge », 3^e partie, p. 5 et s. en faveur de la licéité du courtage matrimonial, lequel, cons-

(4) Teoria del negozio illecito, p. 70 et suiv.

(5) Questioni di diritto civile, p. 140 et suiv.

Un arrêt de Turin, du 25 septembre 1883 (1), avait pris très vivement position contre le courtage matrimonial.

« Attendu, porte cet arrêt, que l'obligation fondée sur une cause illicite ne peut produire effet ; qu'est illicite toute cause contraire à la loi, aux bonnes mœurs et à l'ordre public (art. 1119 et 1122 C. civ. ital.) ;

« Attendu qu'en appliquant ces principes, le tribunal de Novi a justement déclaré nulle pour cause illicite la prétendue obligation contractée par Ravizza, de verser à Cantarella une certaine somme d'argent dans le cas où celui-ci réussirait à lui procurer un mariage convenable ; qu'il s'agit donc du droit de courtage dans les contrats matrimoniaux ; que ce droit de courtage répugne au *sens moral* et à la *raison juridique*... ».

Ce droit de courtage, d'après l'arrêt, répugne au sens moral parce qu'on ne saurait comprendre une entremise qui soit rémunérée, dans l'ordre des affections et des sentiments qui sont la base de l'association conjugale.

Il répugne aussi à la raison juridique : il est en effet inconciliable avec le but et l'institution du mariage, lequel constitue un *consortium omnis vitæ*, exige d'être contracté par des volontés libres, ne saurait souffrir aucune ingérence. Toujours d'après la Cour de Turin, les agences ne sauraient avoir qu'un seul but : le lucre. L'intérêt des courtiers est que le mariage réussisse à tout prix ; ils sont

(1) S. 84.4.20.

donc dans la nécessité d'employer des moyens frauduleux, de faire luire des espérances imaginaires. Les services des courtiers, pour tendre vraiment à réaliser le bonheur domestique, doivent donc être gratuits.

Et la Cour de Turin conclut : « Lorsqu'il s'agit d'une institution de cette importance, qui embrasse toute la vie civile ou morale des conjoints, qui est la source de la famille ou de la société, le seul danger d'un élément équivoque et malsain, qui pourrait le menacer et le corrompre, suffit pour faire proscrire cet élément et le déclarer illégitime. »

De tels motifs sont la contradiction de tout ce que nous avons démontré. Nous devons nous borner à renvoyer aux discussions qui précèdent. Aujourd'hui, d'ailleurs, la jurisprudence italienne est nettement en sens contraire.

Le 4 décembre 1900, la Cour de Cassation de Turin (1) a délibéré à propos de l'espèce suivante : le sieur Varoli avait reçu du sieur Mazzoli le mandat de conclure un mariage. Au cas de réussite de ce mariage, Mazzoli devait verser des honoraires à Varoli.

La Cour, se plaçant à un point de vue diamétralement opposé à celui qu'avaient adopté les juges dans la décision qui précède, a déclaré que ce mandat n'avait rien de contraire à la loi, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. « La mauvaise foi des courtiers, ajoute-t-elle, ne doit pas

(1) S. et P. 1903.4.14.

se présumer, et la convention passée au profit du courtier matrimonial ne doit être annulée que si elle est viciée par la fraude ou le dol. En résumé, « le contrat de courtage matrimonial est valable, sauf pour le juge la faculté d'examiner s'il est immoral à raison des conditions qui y ont été apposées, ou s'il n'a produit aucun effet. »

La Cour de cassation de Naples a, dans un arrêt du 10 octobre 1903 (1), adopté le même point de vue que la Cour de cassation de Turin. Il avait été consenti une obligation de vingt mille lire à un courtier matrimonial, sous la condition qu'il ferait réussir un mariage. L'annulation de cette obligation ayant été demandée, la Cour a déclaré que le contrat passé au profit des « conciliatores nuptiarum » ne pouvait pas *a priori* être déclaré nul ou valable : il est seulement annulable en cas de fraude. De plus, les demandeurs en nullité ayant soutenu que la dot promise avait été exagérée par le courtier, la Cour décida que l'obligation ne saurait être annulée pour fausse cause : le mirage de la dot n'a été, d'après elle, que le motif et non la cause de cette obligation.

SECTION III. — Suisse.

Le Code fédéral suisse des obligations dispose, dans son art. 17 : « Un contrat ne peut avoir pour objet une chose impossible, illicite ou contraire aux bonnes mœurs. »

(1) S. et P. 1905.4.5.

Se fondant sur ce texte, un jugement du tribunal de Zurich du 8 décembre 1888 a décidé que le courtage matrimonial est immoral dans un mariage qui n'a en vue que des intérêts pécuniaires (1).

Mais il demeure certain qu'en droit suisse, il est admis sans difficulté qu'une stipulation d'honoraires faite au profit d'un intermédiaire pour la conclusion d'un mariage n'est pas contraire aux bonnes mœurs.

SECTION IV. — Roumanie.

Les tribunaux roumains ont rendu quelques décisions intéressantes, où l'existence de fait du courtage matrimonial est constatée, et où les droits des courtiers sont équitablement sauvegardés.

Le 19 janvier 1899, la Cour de Cassation de Roumanie (2) a eu à statuer à propos de l'espèce suivante : une dame Popesco, entremetteuse de mariages, avait négocié le mariage du sieur Raica. Elle avait amené les fiançailles, puis convaincu la fiancée de l'inexactitude de bruits calomnieux qui avaient couru contre Raica. Somme toute, elle avait été le véritable auteur du mariage de celui-ci.

La Cour s'est basée sur ces faits pour juger qu'entre les deux parties il avait existé un contrat de louage de services. Elle dit d'ailleurs que les deux parties ont eu certai-

(1) Zeitschrifts für schweizerisches Recht, N série, t. VIII.

(2) S. et P. 1901.4.37.

nément en vue le paiement d'un salaire : il importe peu que, dans l'espèce, il n'y ait pas eu stipulation expresse d'honoraires.

« Attendu, poursuit l'arrêt, qu'il est inexact de croire que toute profession, pour être exercée, ait besoin d'être prévue par une loi spéciale ; que la profession de courtier matrimonial, entrée en usage et dans les mœurs, ainsi que le constatent en fait les juges du fond, n'est pas une profession illicite... » Pour conclure, l'arrêt donne raison au courtier matrimonial, tout en réduisant le salaire qu'il avait stipulé.

La Cour de Bucarest, le 10 septembre 1900 (1), a eu à examiner « un contrat de louage de services, ayant pour objet la négociation d'un mariage entre M. X. et la dame Z. »

« Il faut, déclare la Cour, regarder seulement si l'entremetteuse s'est conformée aux règles de la morale et de la bonne foi : le seul fait, pour un tiers, d'intervenir et de prêter son concours à la conclusion d'un mariage, n'est pas en soi un acte immoral, vu la sollicitude du législateur pour encourager et favoriser les mariages.

« Peu importe, ajoute l'arrêt, que l'entremetteuse ait stipulé comme honoraires une somme d'argent en échange des services promis ou rendus. L'entremise n'a pas changé de caractère au point de vue moral, et la demanderesse a une action... en tant, du moins, que les moyens employés

(1) S. et P. 1901.437, *ad notam*.

pour la conclusion du mariage projeté sont exempts de fraude et n'ont causé aux parties aucun préjudice moral ou matériel. »

SECTION V. — Allemagne et Autriche.

La législation allemande admet la nullité du courtage matrimonial (1).

Le Code civil allemand est très explicite à cet égard. Son article 656 (2) est ainsi conçu : « La promesse d'un salaire à celui qui indiquera une occasion de mariage n'engendre aucune obligation. Ce qui a été presté en exécution de la promesse ne peut être répété, pour le motif qu'il n'y avait pas d'obligation. Ces dispositions s'appliquent aussi à la convention par laquelle la partie, en vue de remplir sa promesse, contracte envers le courtier une obligation, spécialement une reconnaissance de dette. »

Par contre, la jurisprudence allemande, antérieurement à la promulgation du Code civil, se prononçait généralement en faveur de la validité du courtage matrimonial (3).

(1) V. en ce sens, Trib. supérieur de Stuttgart, 29 mai 1858

(2) Traduction Meulenaere, p. 173.

(3) V. en ce sens, Trib. supérieur de Stuttgart, 29 mai 1858 (*Seuffert*, t. XIII, n. 14) — Oberappellationsgericht de Lübeck, 19 décembre 1859 (*Seuffert*, t. XIV, n. 124) — Trib. d'appel de Celle, 13 novembre 1877 (*Seuffert*, t. XXXIII, n. 125).

On rencontre cependant quelques décisions en sens contraire (1).

L'article 656 du Code civil allemand, qui déclare nul le courtage matrimonial, est dû probablement à l'influence de Kohler, qui, dans un article intitulé *Die Ideale im Recht* (2), paru en 1890, condamne le courtage matrimonial comme contraire à la morale. Le droit, dit-il, ne doit jamais reconnaître, dans la conclusion d'un mariage, un bénéfice pécuniaire (*Vermögensvortheil*). Le courtier matrimonial, de même que celui qui a recours à ses services, traite le mariage comme une affaire : il n'a donc droit à aucun salaire, spécialement lorsque ce salaire consiste en un tant pour cent sur la dot. D'ailleurs, ajoute Kohler, le courtage matrimonial étant contraire à l'idéal du mariage, le droit ne doit pas le munir d'action. Au surplus, le courtage exagère démesurément l'importance du capital, et il est inadmissible, dans un pays civilisé, qu'il y ait un contrat servant en quelque sorte à l'achat d'une femme.

On a discuté le point de savoir si l'art. 656 était une conséquence de l'art. 138 du Code civil allemand, d'après lequel « un acte juridique qui porte atteinte aux bonnes

(1) V. Appellationssenat de Mannheim, 1^{er} mai 1878 (*Zeitschrifts französische Civilrecht*, X, p. 405) — Reichsgericht, 7 janvier 1890 (*Jurische Zeitschrift für Elsass Lothringen*, t. XV, p. 188-189).

(2) *Archive für bürgerliches Recht*, V, 1898, p. 161 à 169.

mœurs est nul ». Ce qui est constant, c'est qu'en matière de courtage, l'action en répétition est exclue (art. 656). Un jurisconsulte allemand, Brütt, tire argument de cette dernière disposition pour reconnaître au profit du courtier l'existence d'une obligation naturelle née du courtage (1).

Quant au champ d'application de l'art. 656 du Code civil allemand, Kohler et Planck prétendent que l'art. 656 est applicable, quel que soit le mode de rémunération du courtier, fût-ce le montant d'une annonce parue dans un journal ; d'autres jurisconsultes se refusent à aller aussi loin.

Comme le Code civil allemand, le Code civil autrichien édicte la nullité du courtage matrimonial. L'article 879 dispose que « sont inexistants les contrats suivants : 1° quand quelque chose est presté pour la conclusion d'un mariage... ».

Le motif de ce texte est que, dans la conclusion d'un mariage, on doit préserver la liberté du consentement.

Unger (2) décide que, comme en Allemagne, le prix qui a été payé en exécution du contrat de courtage ne peut pas être répété.

(1) Brütt : *die Kunst der Rechtsanwendung*, Berlin 1907.

(2) *Zur revision des allgemeinen bürgerlichen Gesetzbuch Zeitschrift für das Privat und öffentliche Recht* de Grünhut, 1904, p. 394.

SECTION VI. — Angleterre et Etats-Unis.

Les auteurs anglais condamnent généralement le courtage matrimonial comme contraire à l'ordre public. Telle est l'opinion de Tudor (1). C'est, d'ailleurs, la constatation faite par Lehr dans ses *Eléments de droit civil anglais*.

Une décision de la Haute Cour de justice d'Angleterre (2) a, le 18 novembre 1904, consacré cette manière de voir.

La jurisprudence des Etats-Unis décide généralement comme la jurisprudence anglaise, défavorable au courtage matrimonial : ce courtage est, pour elle, illicite, et le courtier n'a droit à aucune rémunération (3).

(1) Selection of leading cases in equity with notes, London, 1886, II, p. 208.

(2) Rapportée dans Fournot : *Le Courtage matrimonial* (Dijon, 1908), p. 107 et suiv.

(3) V. Federal decisions, VIII, § 552 — Cour d'appel de Kentucky, 20 septembre 1883 (rapporté dans Fournot, *op. cit.*, p. 110) et Journal du dr. intern. privé, 1884, p. 534.

CONCLUSION

La conclusion de ce qui précède est qu'il nous paraît impossible que la jurisprudence qui considère le courtage comme illicite n'abandonne pas quelque jour ses positions.

Nous sommes, en effet, en présence d'un fait indéniable : le développement des agences matrimoniales. Nous avons en même temps constaté que ce fait correspondait, par plusieurs côtés, aux besoins de la société moderne, spécialement en France. D'une part, en effet, les sociologues, les philosophes, les législateurs souhaitent et encouragent le développement des mariages : il faut arrêter les progrès de la dépopulation, qui deviennent effrayants ; il est nécessaire d'enrayer le développement inquiétant de l'immoralité publique. Or, le courtier matrimonial favorise l'accroissement des mariages : son rôle est ici le même que celui de tout courtier dans un domaine quelconque.

D'autre part, les conditions de la vie moderne contribuent à l'isolement des individus. Pour remédier à cet isolement, on essaie, par tous les moyens possibles, de les grouper, afin qu'ils se connaissent et bénéficient de la communauté dans l'effort. Mais s'il est relativement facile à un homme que les nécessités sociales ou professionnelles ont appelé loin de son pays d'origine, de pénétrer dans certaines

associations ouvertes à tous, il lui est souvent difficile, parfois presque impossible, nous l'avons déjà dit, d'avoir accès dans les familles où il pourrait être agréé comme époux. Qui va l'y aider ? Le courtier matrimonial. Il connaît des familles, il se chargera de faire disparaître chez elles l'instinctive méfiance que l'on éprouve en face des inconnus, il agencera les choses de telle sorte que ces inconnus soient mis en présence, ce qui est un préliminaire indispensable. Assurément, le courtier n'a pas le monopole de cet office : mais bien rares sont les particuliers qui prennent la responsabilité de l'assumer.

Le courtier matrimonial a donc un rôle social bien défini, qui n'a rien d'incompatible avec les bonnes mœurs et l'ordre public. Qu'il y ait des agences matrimoniales malhonnêtes, nous en convenons. Mais que l'on condamne ou tienne en suspicion toutes les agences matrimoniales, cela est vraiment excessif. Nous avons dit et prouvé qu'il y avait des agences loyales.

Si, du domaine des faits, on passe à celui du droit on s'aperçoit que la thèse favorable au courtage matrimonial est tout aussi solidement étayée. On ne voit pas pourquoi, nous l'avons démontré, on condamne le courtage matrimonial comme fondé sur une cause illicite. Au reste, la vieille théorie romaine des obligations immorales et illicites ne perd-elle pas chaque jour du terrain ? Elle paraît battue en brèche en ce qui regarde les traités relatifs à

l'exploitation des maisons de tolérance, etc. (1). Elle est, dès aujourd'hui, condamnée en ce qui concerne le « contrat de claque », et cela mérite d'être signalé, parce que l'on a tenté de rapprocher ce dernier contrat du contrat de courtage matrimonial. La jurisprudence, en effet, après avoir déclaré « qu'on ne pouvait admettre comme compatible avec le respect de la saine morale une stipulation dont le but avoué est de provoquer des applaudissements mensongers, payés à prix d'argent » (2), décide aujourd'hui que « les contrats de claque n'ont rien de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs », et que « librement consentis, ils sont la loi des parties et doivent être exécutés » (3).

Nous n'avons pas dit autre chose à propos du courtage matrimonial qui, tant qu'il ne sera pas devenu un contrat spécial du droit civil, doit être assimilé à la généralité des contrats, soumis comme tel aux principes qui les régissent et annulé seulement si le consentement des parties a été vicié. Nous avons d'ailleurs signalé la contradiction des adversaires du courtage matrimonial qui, d'une part, le proscrivent comme fondé sur une cause illicite, d'autre part lui accordent partiellement effet en consentant à ce que les courtiers matrimoniaux soient indemnisés de leurs peines ou soins.

(1) V. à cet égard la note de M. Maynial sous Caen, 18 janvier 1888 (S. 90.2.97).

(2) Lyon, 25 mars 1873 (S. 73.2.179 — D. 73.2.68).

(3) Paris, 5 avril 1900 (S. 1900.2.144 — D. 1903.2.279).

Sans insister plus que nous l'avons fait sur la jurisprudence étrangère qui, dans plusieurs pays, évolue nettement dans le sens de la licéité du courtage matrimonial, nous avons vu que la jurisprudence française abandonne l'attitude radicalement défavorable qu'elle a pendant longtemps gardée vis-à-vis des courtiers matrimoniaux. A tous égards, nous avons fait du chemin depuis l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation de 1855 jusqu'à aujourd'hui, en passant par l'arrêt de 1904 de la Cour suprême. Assurément, ce dernier arrêt n'a pas tranché la difficulté, mais c'est déjà beaucoup qu'il ait — sans doute volontairement — omis d'en faire état. Enfin, pour terminer cette étude, on peut constater, avec M. Wahl, que le point de vue matériel n'étant plus en question — puisque presque tous les arrêts reconnaissent que le courtier peut être indemnisé — seul le point de vue moral subsiste, et qu'à cet égard, la Cour de cassation n'aura pas un grand effort à faire pour admettre l'opinion que nous avons défendue, car « l'affirmation de la validité du courtage n'a rien de subversif et ne constitue pas une si grande nouveauté » (1).

(1) Wahl, *Le Courtage matrimonial*, p. 492.

BIBLIOGRAPHIE

- AUTOMNE : Conférence entre le droit français et le droit romain, édition de 1629, t. 1^{er}, p. 811. Sur le titre « De Proxeneticiis » au Digeste.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE : Traité des obligations, 3^e édit., t. 1^{er}.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL : Traité du louage, 3^e édit., t. II.
- BERRYER : Consultation dans l'aff. Foubert c. Fleury (Cass. 1^{er} mai 1855 : Dalloz 1853.2.211).
- BRAVARD-VEYRIÈRES ET DEMANGEAT : Traité du droit commercial, 2^e édit., t. VI.
- BUENOIR : Propriété et Contrats.
- CANEL (Frédéric) : Les Courtiers de mariage devant la loi.
- CODE DE JUSTINIEN : Loi V, t. I.
- CODE THEODOSIEN : (De Nuptiis, loi 1).
- COUTUMES : Berry, Orléans, Poitou.
- CUJAS : Opera. Mutina, 1758-1788. Livre II.
- DELALANDE : Commentaire de la coutume d'Orléans, 2^e édit., t. II.
- DELANGLE : Consultation dans l'aff. Foubert c. Fleury.
- DEMOGUE : Rev. trimestr. de droit civil, 1904, p. 853.
- DEMOLOMBE : Traité des contrats et des obligations, t. 1^{er}.
- DENISART : Collection des décisions nouvelles, 7^e édit., t. IV, v^o Proxénètes.
- DIGESTE : Livre L. Titre XIV : de proxeneticiis.
- DOMAT : Lois civiles, livre XVIII, Des Proxénètes.
- DUVAL (Georges) : Articles publiés en 1896 dans le journal *Le Jour* (n^{os} du 28 juin au 17 juillet 1896).
- FERRIÈRE : Dictionnaire de droit et de pratique, 4^e édit., 1758, t. II, v^o Proxénètes.

- FEUILLOLEY : Conclusions devant la Chambre des Requêtes, dans l'affaire Massip c. Bruyère (*Gaz. Pal.* 14 nov. 1902).
- GAZAGNES : Etude sur les agences d'affaires (Thèse, Paris 1898).
- GILLET : Plaidoyers, édit. 1716.
- ISAMBERT : Recueil des anciennes lois françaises.
- JOURNAL OFFICIEL : *Chambre, Documents parlementaires* 1887 : Annexe n° 1197, p. 1003 : Proposition de loi portant réglementation des agences d'affaires, présentée par MM. Bories, Vacher, Labrousse, Dellestable, Bruguilles, députés.
- JOURNAL OFFICIEL, n° du 9 avril 1897 (Discours de M. Bérenger au Sénat, séance du 8 avril).
- LAROMBIÈRE : Théorie et pratique des obligations, nouv. édit., t. 1^{er}.
- LAURENT : Droit civil, t. XVI.
- LYON-CAEN ET RENAULT : Traité de droit commercial, 4^e édit., t. I.
- MORNAC : Recueil des arrêts du Parlement de Paris, éd. 1721, t. IV.
- NOUGUIER : Tribunaux de commerce, t. 1^{er}.
- PAILLET : Consultation dans l'aff. Foubert c. Fleury.
- PLANIOL : Droit civil, 5^e édit., t. 1^{er}.
- RUBEN DE COUDER : Dictionnaire de droit commercial, 3^e édit., t. 1^{er}, v° Agent d'affaires.
- VATIMESNIL (de) : Consultation dans l'aff. Foubert c. Fleury.
- VINCENS : Exposition de la législation commerciale, t. 1^{er}.
- WAHL : Le courtage matrimonial, Rev. trimestr. de droit civil, 1904, p. 471 et s.

VU :

Le Président,

AMBROISE COLIN

VU :

Le Doyen,

P. CAUWÈS

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Historique.....	7
SECTION I. — Droit romain	7
SECTION II. — Ancien droit.....	9
SECTION III. — Epoque moderne.....	15
CHAPITRE II. — Le Courtage matrimonial et la doctrine contemporaine	23
SECTION I. — Auteurs défavorables au courtage matri- monial	23
SECTION II. — Auteurs favorables au courtage matri- monial	31
SECTION III. — Nature du contrat de courtage matri- monial	37
CHAPITRE III. — Le courtage matrimonial et la jurispru- dence française	41
SECTION I. — Engagements forfaitaires ou non, pris du profit du courtier matrimonial	42
SECTION II. — Billets à ordre, lettres de change, traites, etc., souscrits au courtier matrimonial.....	66
SECTION III. — Le courtier matrimonial envisagé comme gérant d'affaires	70
CHAPITRE IV. — Doctrine, législation et jurisprudence étrangères	73
SECTION I. — Belgique.....	73
SECTION II. — Italie.....	77

SECTION III. — Suisse.....	81
SECTION IV. — Roumanie.....	82
SECTION V. — Allemagne et Autriche.....	84
SECTION VI. — Angleterre et Etats-Unis.....	87
<i>Conclusion</i>	89
<i>Bibliographie</i>	93

Nous tenons à indiquer que si cette modeste étude n'a pu être publiée plus tôt, par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, les matériaux en étaient réunis dès avril 1907. Nous n'avons eu qu'à la mettre au courant de la jurisprudence.
